

2000



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

CC-ED/HIST (95) 16

La compréhension mutuelle et l'enseignement de l'histoire européenne: défis, problèmes et stratégies

Prague (République tchèque), 24-28 octobre 1995

Rapport

Conseil de la coopération culturelle

Strasbourg 1996

Le **Conseil de l'Europe**, fondée en 1949 afin de réaliser une union plus étroite entre les démocraties parlementaires européennes, est la plus ancienne des institutions politiques européennes. Avec trente-neuf Etats membres¹, parmi lesquels les quinze pays de l'Union, c'est la plus grande organisation intergouvernementale et interparlementaire d'Europe. Il a son siège en France, à Strasbourg.

Seules les questions de défense nationale étant exclues de ses compétences, le Conseil de l'Europe déploie ses activités dans des domaines très divers: démocratie, droits de l'homme et libertés fondamentales; médias et communication; questions économiques et sociales; éducation, culture, patrimoine et sport; jeunesse; santé; environnement et aménagement du territoire; démocratie locale et coopération juridique.

La **Convention culturelle européenne** a été ouverte à la signature des Etats en 1954: des Etats membres du Conseil de l'Europe, mais aussi des Etats européens non membres, ce qui permet à ces derniers de prendre part aux activités de l'Organisation dans les domaines de l'éducation, de la culture, du patrimoine et du sport. A ce jour, quarante et quatre Etats ont adhéré à la Convention culturelle européenne: les trente-neuf pays du Conseil de l'Europe, plus la Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Saint-Siège, Monaco, et Monaco.

Le **Conseil de la coopération culturelle** (CDCC) est l'organe de gestion et d'impulsion des travaux du Conseil de l'Europe en matière d'éducation et de culture. Quatre comités spécialisés - le Comité de l'Education, la Conférence régulière sur les problèmes universitaires, le Comité de la culture et le Comité du patrimoine culturel - l'assistent dans ses tâches, qui sont définies par la Convention culturelle européenne. Le CDCC entretient des liens de travail étroits avec les conférences des ministres européens spécialisés dans les questions d'éducation, de culture et de patrimoine culturel.

Les programmes du CDCC font partie intégrante des travaux du Conseil de l'Europe et ils contribuent comme les programmes des autres secteurs, aux trois objectifs majeurs de l'Organisation pour les années 90, à savoir:

- protéger, renforcer et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que la démocratie pluraliste;
- promouvoir la conscience de l'identité européenne;
- rechercher des solutions communes aux grands problèmes et enjeux de la société européenne.

Le programme du CDCC en matière d'éducation couvre l'enseignement scolaire, l'enseignement supérieur et l'éducation des adultes, mais aussi la recherche en éducation. Actuellement, ses grands projets portent sur: l'éducation aux valeurs démocratiques; l'histoire; les langues vivantes; les liens et échanges scolaires; la réforme de l'enseignement secondaire; la réforme de la législation sur l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale; la mobilité universitaire; et la documentation pédagogique et la recherche.

¹ Albanie, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, République tchèque, Chypre, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, l'Ex-République yougoslave de Macédoine, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni.

SYMPOSIUM SUR

La compréhension mutuelle et l'enseignement de l'histoire européenne: défis, problèmes et stratégies

Prague (République tchèque), 24-28 octobre 1995

* * *

Rapport de

Robert STRADLING
Rapporteur Général

Les vues exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur; elles ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe.

La reproduction d'extraits est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition qu'il soit fait mention de la source.

Sommaire

	Page
1. INTRODUCTION	5
2. LES OBJECTIFS DU SYMPOSIUM	8
3. LE PROGRAMME	9
4. RESUME DES SESSIONS PLENIERES	10
4.1 Professeur Otto URBAN: Discours liminaire sur "La compréhension mutuelle et l'histoire européenne"	10
4.2 Professeur François Audigier: Présentation sur "La recherche en matière d'apprentissage et d'enseignement de l'histoire"	11
4.3 Professeur Otto ZWETTLER: Présentation sur "La conscience historique des étudiants en Europe: le projet comparatif européen sur "Jeunesse et histoire"	13
4.4 Table ronde sur "Les influences mutuelles positives dans l'histoire européenne"	14
4.5 Table ronde sur "Les approches de l'enseignement de l'histoire nationale et européenne"	18
5. L'ORIENTATION GENERALE DES GROUPES DE TRAVAIL	21
6. L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE NATIONALE	23
7. L'EQUILIBRE ENTRE HISTOIRE LOCALE, NATIONALE, REGIONALE, EUROPEENNE ET MONDIALE DANS LES PROGRAMMES	25

8.	INFLUENCES MUTUELLES POSITIVES	28
		Page
9.	L'ENSEIGNEMENT D'ASPECTS DE L'HISTOIRE SUJETS A CONTROVERSES	32
10.	INTRODUIRE UNE DIMENSION PLEINEMENT EUROPEENNE DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE	34
11.	APPRENDRE L'HISTOIRE HORS DU CADRE SCOLAIRE	37
12.	RECOMMANDATIONS	38
	12.1 Recommandations au Conseil de l'Europe	38
	12.2 Recommandations aux Ministères de l'éducation des Etats membres du CDCC	42
<hr/>		
ANNEXE I:	Influences mutuelles positives	45
ANNEXE II:	Liste de projets ayant participé à la réunion de représentants de projets pilotes régionaux et multilatéraux sur l'enseignement de l'histoire à l'école (Strasbourg, juin 1995)	49
ANNEXE III:	Liste de questions portant sur l'enseignement de l'histoire nationale	51
ANNEXE IV:	EUROCLIO: Recommandations pour le symposium de Prague	55
ANNEXE V:	Programme du symposium	57

1. INTRODUCTION

Ce symposium a été organisé conjointement par le Conseil de l'Europe et le Ministère de la science et de l'éducation de la République tchèque. Il a rassemblé plus de 80 participants de 37 pays différents en Europe et parmi eux, des historiens et des professeurs d'histoire, des concepteurs de programmes, des observateurs d'organisations non-gouvernementales et internationales. Outre les membres du comité organisateur et les intervenants tchèques qui ont participé à tous les aspects du symposium, un certain nombre d'autres experts tchèques (enseignants, universitaires, hauts fonctionnaires et représentants d'organisations non gouvernementales) ont aussi participé à des sessions spécifiques durant la semaine. Les débats de ces quatre jours ont été présidés avec compétence par M. Derek Paton de l'Institut pour l'histoire contemporaine de l'Académie tchèque des sciences à Prague.

Lors des remerciements qu'il a adressés, au nom du Conseil de l'Europe, aux autorités tchèques pour avoir accueilli ce symposium, M. Maitland Stobart a souligné combien il était pertinent qu'une conférence sur la compréhension mutuelle et l'enseignement de l'histoire en Europe se réunisse à Prague, "la ville et le pays symbolisant - d'une manière très spéciale - les influences mutuelles positives et les tourments, les déceptions et les espoirs de notre histoire commune".

Le symposium a été le couronnement d'un projet de deux ans sur "L'enseignement de l'histoire dans la nouvelle Europe", lancé dans le sillage du Sommet des chefs d'état et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe. Le programme du projet comportait aussi les réunions suivantes:

- un symposium sur "Enseignement de l'histoire et conscience européenne" (Delphes, Grèce, 11-14 mai 1994);
- un symposium sur "Histoire, valeurs démocratiques et tolérance" (Sofia, Bulgarie, 19-22 octobre 1994);
- une réunion de concepteurs de programmes d'enseignement et d'éditeurs de manuels scolaires (Strasbourg, 8-9 décembre 1994);
- une réunion d'experts sur la recherche en matière d'enseignement et d'apprentissage de l'histoire (Strasbourg, 19-20 juin 1995);
- une réunion de représentants de projets pilotes régionaux et multilatéraux sur l'histoire (Strasbourg, 6-7 juillet 1995).

En outre, le projet a tenu compte d'autres activités pertinentes du Conseil de l'Europe, en particulier:

- des séminaires des enseignants européens sur un large éventail de thèmes et de questions relatifs à l'enseignement de l'histoire européenne, nationale et locale par l'intermédiaire du Programme pour la formation continue des enseignants du Conseil de l'Europe;
- de publications émanant de divers projets pilotes régionaux et multilatéraux sur l'histoire à l'école;
- du projet du CDCC sur "Démocratie, droits de l'homme, minorités - les aspects éducatifs et culturels";
- du projet sur l'histoire locale et régionale du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe;
- du colloque sur "L'apprentissage de l'histoire en Europe" organisé en 1994 par la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire.

Il convient de souligner que ce projet n'est, ni ne devrait être, considéré comme traduisant de la part d'experts d'Europe occidentale la volonté de définir le calendrier d'une réforme des programmes scolaires en Europe centrale et orientale. Bien au contraire, les débats que nous avons eus ici à Prague (et lors d'autres symposiums du Conseil de l'Europe) ont fait ressortir que:

- i. l'horizon plus large de la nouvelle Europe ouvre de nouvelles perspectives à l'enseignement de l'histoire dans l'ensemble des pays européens;
- ii. les collègues d'Europe centrale et orientale soulèvent plusieurs nouveaux problèmes qui mettent en question certaines idées fondamentales concernant l'enseignement de l'histoire communément admises;
- iii. dans tous les pays, nous sommes confrontés aux mêmes questions et aux mêmes préoccupations concernant l'élaboration des programmes d'histoire et l'enseignement en classe, notamment:
 - l'équilibre à trouver entre histoire nationale, régionale, européenne et mondiale;
 - l'équilibre à trouver entre histoire politique, sociale, culturelle et économique, et histoire des idées;
 - l'aide à apporter aux jeunes pour qu'ils acquièrent un sens de l'histoire leur permettant d'établir des liens entre leurs connaissances concernant les différentes périodes et les différents événements;

- l'étude de la manière d'aborder des thèmes et des époques sensibles et controversés de l'histoire d'une nation ou d'une région;
- la nécessité d'encourager la majorité des enseignants à utiliser tout un éventail de méthodes et d'éclairages dans leur enseignement;
- la mise en oeuvre efficace des modifications des programmes scolaires et les moyens adéquats.

2. LES OBJECTIFS DU SYMPOSIUM

Les deux objectifs principaux du symposium (et de l'ensemble du projet sur "Enseignement de l'histoire dans la nouvelle Europe") ont été:

- i. d'élaborer des méthodes novatrices d'enseignement de l'histoire en Europe dans l'esprit de la Déclaration de Vienne, en particulier la nécessité impérieuse de renforcer "des programmes visant à éliminer les préjugés par l'enseignement de l'histoire en mettant en évidence les influences mutuelles positives entre différents pays, religions et idées dans le développement historique en Europe";
- ii. d'apporter des conseils pratiques aux décideurs, aux concepteurs de programmes scolaires et aux professeurs d'histoire.

Ce rapport, à considérer avec les autres publications nées de ce projet, cherche à remplir ces objectifs mais deux avertissements doivent être présents à l'esprit lors de la lecture de ses conclusions et de ses recommandations. Tout d'abord, comme le ministre adjoint Miroslav BARTOSEK l'a fait observer dans son allocution de bienvenue, un symposium de ce type ne saurait résoudre tous les problèmes liés à la promotion de la compréhension mutuelle par l'enseignement de l'histoire européenne même s'il peut constituer une "étape symbolique importante dans la bonne direction". Deuxièmement, et M. STOBARD l'a souligné dans son allocution inaugurale, si l'enseignement de l'histoire peut contribuer à la compréhension mutuelle et à l'éveil des consciences à la richesse et à la diversité de l'histoire européenne, il peut aussi être détourné pour promouvoir et renforcer les sentiments d'antagonisme national, de supériorité culturelle et raciale, de chauvinisme et de nationalisme agressif. C'est pourquoi, comme l'orateur l'a conclu, le Conseil de l'Europe espère que le symposium de Prague donnera des directives claires et pratiques tant aux décideurs qu'aux praticiens sur la façon dont l'enseignement de l'histoire peut approfondir la compréhension mutuelle au sein de la "nouvelle Europe".

3. LE PROGRAMME

Conformément aux méthodes de travail des symposiums du Conseil de l'Europe, le programme a inclus:

- des séances plénières et des tables rondes où les historiens et les éducateurs ont apporté leurs contributions de spécialistes;
- quatre groupes de travail permanents qui se sont réunis deux fois par jour durant tout le symposium. Chaque groupe était multinational et représentait une diversité d'expériences et d'intérêts. Il y a avait deux groupes anglophones, un groupe francophone et un groupe bilingue.

Les présentations et les débats des groupes de travail ont été résumés dans ce rapport et les recommandations contenues dans le chapitre final ont tenu compte de leurs conclusions.

4. RESUME DES SEANCES PLENIERES

4.1 Professeur Otto URBAN, discours liminaire sur "La compréhension mutuelle et l'histoire européenne"

Le Professeur URBAN a souligné en premier lieu que les changements qui sont intervenus depuis 1989 ont ranimé les discussions théoriques sur le phénomène de l' "Europe centrale", concept qui ne saurait être compris qu'en relation avec le contexte européen plus large. Son point de départ a donc été de montrer comment les concepts jumeaux d'Europe et d'Européanisme étaient historiquement conditionnés. Il a commencé par explorer l'utilité et les limitations d'une définition géographique de l'Europe. Le problème auquel se sont heurtés les géographes est que l'Europe est un continent qui n'en est pas un puisqu'il s'agit plutôt d'une région géographiquement distincte de l'Asie. Ainsi, à tous moments de l'histoire, les frontières est et sud-est ont reflété les réalités politiques et nationales de l'époque. Pour illustrer ce point, le Professeur Urban a rappelé la façon dont la frontière orientale s'est progressivement déplacée vers l'est en liaison avec l'expansion occidentale de la Russie sous Pierre le Grand au 18ème siècle, l'expansion vers l'est au 19ème siècle et l'engagement accru de la Russie dans la politique européenne et les relations internationales.

Cependant, même si les géographes finirent par se mettre d'accord sur la forme géographique de l'Europe à la fin du 19ème siècle, il apparut clairement que les conceptions culturelles et politiques de l'Europe avaient rarement coïncidé avec les définitions géographiques. Parfois, à la faveur d'une menace extérieure réelle ou imaginaire, émergeait une conception limpide de l'Europe mais pas toujours (par exemple durant les Croisades); même lorsque ce fut le cas, c'est seulement une fraction de l'entité géographique européenne qui se trouvait unie par la menace extérieure. A d'autres époques, l'idée de l'Europe naquit par contraste avec une autre culture mais là encore, il ne s'agissait que d'une région de l'Europe alors que, bien souvent, une autre partie du continent se trouvait sous hégémonie et influence non-européennes. Enfin, il se trouva des époques où une grande puissance exerça une hégémonie politique sur la majeure partie de l'Europe mais une telle puissance n'était jamais universelle ou même culturellement unificatrice. La plupart du temps, l'Europe s'est illustrée par ses divisions et sa diversité politique, culturelle et religieuse plutôt que par des traits communs ou unificateurs. Les contrastes culturels, les divisions religieuses, la montée du nationalisme et les conflits politiques et économiques expliquent qu'il y ait eu un processus quasi continu de définition et de redéfinition de l'Europe à travers l'histoire.

Le Professeur URBAN a poursuivi en analysant la position de l'Europe centrale dans cette évolution. Jusqu'à la Réforme, les frontières entre l'ouest et l'est s'étaient continuellement déplacées, tantôt dans le sens d'une plus grande intégration avec l'Europe occidentale, tantôt dans le sens d'une plus grande unification au sein de la région ou encore en direction d'une désintégration. Le Professeur Urban a discuté le rôle des Habsbourg en Europe centrale, qui cherchèrent à unifier une mosaïque de divers groupements linguistiques, culturels, ethniques, religieux et politiques. A la fin du 18ème siècle et au début du 19ème siècle, la région contrôlée par les Habsbourg représentait la façade orientale de l'Europe occidentale et la façade occidentale de l'Europe orientale, plus

diverse socialement et culturellement que ses voisines, animée de préoccupations économiques différentes et, particulièrement après les Guerres napoléoniennes, trop faible pour établir un troisième état non aligné dans la région aux côtés de l'Allemagne et de la Russie.

Les Habsbourg ont néanmoins créé une tradition culturelle - mélange d'éléments germaniques, romans, slaves, juifs et hongrois - qui a survécu à la dislocation de l'Empire et à la chute de la monarchie. C'est cette même tradition culturelle qui, selon l'orateur, représente à la fois un mythe tenace et une source de réflexion nouvelle sur l'Europe centrale et l'Européanisme dans la région.

L'orateur s'est ensuite interrogé sur la possibilité de créer de nouvelles perspectives sur l'Europe de l'après guerre froide et a conclu avec les quatre points suivants:

- i. la plupart des Européens ont aujourd'hui rejeté les régimes politiques et sociaux autoritaires mais le développement de sociétés civiles exige une "démilitarisation" importante de la pensée;
- ii. l'Europe est désormais plus "introspective", moins préoccupée de responsabilités et d'intérêts globaux et davantage de ses problèmes internes;
- iii. il existe des signes annonciateurs d'une plus grande unité européenne même si la possibilité d'Etats Unis d'Europe est encore bien lointaine;
- iv. la technologie des communications modernes rendent le continent européen "plus petit" et peuvent contribuer à une plus grande "Européanisation".

4.2 Professeur François AUDIGIER -Présentation sur "La recherche en matière d'apprentissage et d'enseignement de l'histoire"

Le Professeur AUDIGIER a rendu compte d'une réunion organisée à Strasbourg les 19 et 20 juin 1995 par le Conseil de l'Europe dans le but de passer en revue les résultats, thèmes et problèmes de recherche concernant l'enseignement de l'histoire dans les pays européens. La réunion s'est articulée autour de quatre thèmes principaux:

- i. l'étude des programmes d'histoire, et principalement:
 - les objectifs et principes généraux des programmes;
 - les structures et les cadres qui organisent le contenu des programmes;
 - l'analyse des manuels (qui s'est concentrée tantôt sur l'utilisation des manuels dans l'enseignement tantôt sur les valeurs et préjugés idéologiques qu'ils véhiculent);

- ii. l'impact de l'enseignement de l'histoire. Cet aspect a soulevé des questions de recherche auxquelles il est difficile d'apporter une réponse, comme les influences relatives de différentes sources d'informations dans le passé et les liens existant entre l'enseignement de l'histoire et les attitudes civiques des jeunes;
- iii. comment les jeunes apprennent l'histoire. Il faudra peut-être faire des recherches sur les approches judicieuses en matière de fond et de forme selon les différents âges; comment les élèves développent des notions fondamentales pour la compréhension de l'histoire; comment l'enseignement de l'histoire peut faire appel à leurs expériences et à leur compréhension des sociétés et des actions humaines;
- iv. l'enseignement de l'histoire dans un contexte multiculturel, en particulier la nécessité de poursuivre les recherches sur la façon d'établir des liens entre l'histoire nationale et tous les autres types d'histoire, par exemple, l'histoire des minorités, des régions, des continents, l'histoire globale etc.

Le Professeur AUDIGIER a ensuite souligné que, lors de la réunion de Strasbourg, les participants sont revenus à maintes reprises sur les mêmes points relatifs à l'enseignement de l'histoire, par exemple:

- l'utilisation de l'histoire pour créer et renforcer un sentiment d'identité collective. Même si la nécessité de construire une identité nationale a largement sous-tendu la réflexion passée et présente sur l'enseignement de l'histoire, il faut reconnaître que nous sommes tous porteurs d'identité multiples et que nous appartenons à une variété de communautés, dont certaines peuvent être plus centrales à l'identité d'un individu que d'autres;
- la relation ambiguë entre la discipline universitaire et la mémoire populaire ou collective: interdépendantes et pourtant potentiellement antagonistes;
- la tension qui existe entre les deux objectifs de l'enseignement de l'histoire à l'école: d'une part présenter aux élèves leur héritage national et leur passé collectif et créer un sentiment d'identité; d'autre part, leur apprendre la pensée critique et leur faire comprendre que chaque historien offre une interprétation reposant sur des preuves et pas seulement une description factuelle;
- les fonctions potentiellement différentes qu'assument le professeur d'histoire d'une part comme membre d'une institution sociale et l'historien universitaire d'autre part.

4.3 Professeur Otto ZWETTLER - Présentation sur "La conscience historique des étudiants en Europe: le projet comparatif européen sur "Jeunesse et histoire"

Le Professeur ZWETTLER a rendu compte d'un projet de recherche international en cours, auquel participent 32 pays dans cinq régions: Europe septentrionale, occidentale, méridionale et orientale et Proche-Orient (Israël et Palestine). L'échantillon utilisé ne reflète pas seulement la diversité géographique mais aussi une variété de groupes linguistiques et de minorités culturelles et ethniques. On s'est également assuré que l'étude englobe des jeunes issus de pays dotés de systèmes politiques et de stades de développement économiques très différents.

Ces recherches ont été menées au cours de l'hiver 1994-95 sur la base d'un questionnaire rempli dans chaque pays par un millier de jeunes de 15 à 16 ans. L'étude porte essentiellement sur la conscience historique des jeunes: leur compréhension des notions fondamentales et des perspectives sur le passé ainsi que leurs attitudes culturelles, sociales et politiques, en particulier concernant le présent et l'avenir. En outre, on a rassemblé des renseignements généraux sur les étudiants (âge, sexe, religion, milieu familial, type d'établissement scolaire etc.), leurs sources d'information sur le passé et le présent; leurs résultats en histoire à l'école, les méthodes pédagogiques employées, etc.

Ce projet permet de tester un certain nombre d'hypothèses importantes concernant l'apprentissage de l'histoire et l'organisation de la réflexion historique chez les jeunes et, de ce fait, leur socialisation politique:

- quelle est la relation entre la conscience historique et l'identité nationale et d'autres identités collectives?
- existe-t-il des différences importantes dans la socialisation historique des jeunes dans différents pays et régions?
- quelles institutions de socialisation influencent la conscience historique, et comment?
- comment réagit la conscience historique des jeunes lorsque leur pays connaît un changement de régime important ou entre dans une communauté politique ou dans une confédération plus large?
- existe-t-il des modes de pensée et des façons d'accepter le passé spécifiques à chaque culture?
- quel est le lien chez les jeunes entre les interprétations du passé et les perceptions du présent ou les attentes du futur?

Le Professeur ZWETTLER a expliqué que les données étaient toujours en cours d'analyse et qu'il ne pouvait pas encore présenter de résultats. Ces résultats éclairciront sûrement les points considérés et soulèveront de nouvelles questions, aux niveaux national et comparatif.

4.4 Les influences mutuelles positives dans l'histoire européenne

Dans le cadre d'une table ronde, trois orateurs ont été invités à présenter des exemples spécifiques d'influences mutuelles positives dans l'histoire de l'Europe. Leurs présentations, qui seront publiées séparément, sont brièvement résumées ci-après et suivies d'un commentaire plus général sur certaines des implications plus larges, concernant l'enseignement de l'histoire européenne, envisagées au cours des discussions.

i. **Manuela MARIN: al-Andalus**

Cette présentation comprenait trois volets. Dans le premier, Mme. MARIN a fait un bref résumé du développement de al-Andalus, du début du 8ème siècle à la fin du 15ème siècle. D'une certaine façon, l'histoire médiévale de la péninsule ibérique pourrait être décrite en termes de conquête et de reconquête. Initialement, l'influence des Arabes et des Berbères se limitait aux villes et la majorité de la population était chrétienne malgré une minorité juive importante. Trois siècles plus tard, la majorité des habitants du pays était convertie à l'islam, la langue commune était l'arabe et les trois-quarts de la péninsule étaient gouvernés par le califat de Cordoue, dont l'influence s'étendait dans toute la Méditerranée occidentale. Néanmoins, un siècle plus tard seulement, la situation avait complètement changé. Des divisions internes au sein de al-Andalus avaient encouragé les petits royaumes chrétiens au nord de la péninsule à s'unifier pour reprendre des territoires dans le sud - c'est ce qu'on a appelé la "Reconquête". Au début du 14ème siècle, le pouvoir islamique était confiné à Grenade au sud-est, qui fut à son tour finalement conquise en 1492 par la Castille. Les royaumes chrétiens avaient non seulement repris leurs terres mais ils s'étaient aussi unis et, ce faisant, avaient créé les conditions nécessaires à l'émergence de l'état-nation d'Espagne.

Pourtant, comme l'a souligné Mme. MARIN, l'histoire de la région durant cette période ne se résume pas à une série de batailles et de conquêtes. D'abord, les périodes de paix furent plus longues que les périodes de conflit. Ensuite, les deux communautés musulmane et chrétienne n'étaient pas en situation d'antagonisme permanent. Beaucoup de leurs membres coexistaient et partageaient leurs différentes traditions, coutumes et cultures (traditions indigènes latines et Wisigothes se mêlant aux traditions culturelles importées d'Egypte et d'Irak ainsi que de la péninsule arabique), pour créer une culture unique non seulement en Europe occidentale mais dans l'ensemble de la Méditerranée. L'orateur a ensuite décrit quelques unes des nombreuses influences positives entre les deux cultures (du point de vue intellectuel, littéraire, artistique, architectural et juridique) qui ont marqué cette période.

Cependant, même si certaines de ces influences ont survécu à la Reconquête, le siècle suivant connut, tout d'abord, l'émigration de certains Musulmans et la conversion forcée des autres au christianisme puis, au début du 17ème siècle, l'expulsion de ceux qui s'étaient convertis. Comme l'a exprimé Mme Marin, "la formation de l'état moderne d'Espagne reposait donc sur l'élimination des traces islamiques dans la péninsule".

Elle a aussi examiné la façon dont les historiens ont par la suite présenté l'histoire de cette période. Du 19^{ème} siècle jusqu'à l'époque actuelle, les historiens traditionalistes ont eu tendance à considérer al-Andalus comme une aberration qui n'avait pas eu d'impact important à long terme sur l'histoire espagnole. Telle a été la conception dominante jusqu'à ce qu'au 20^{ème} siècle, une école d'études arabes, née en Espagne, lutte pour être reconnue dans un contexte dominé par la perspective traditionaliste. Au début, les arabisants n'utilisaient pas le terme "al-Andalus" mais parlait de l'"Espagne musulmane" en soulignant que ce qui rendait cette période de l'histoire de la Péninsule ibérique si unique était son caractère espagnol. Dans les milieux universitaires contemporains, al-Andalus est désormais accepté et reconnu comme une partie de l'héritage historique de la péninsule mais cette perspective n'est pas encore acceptée par toute la population et comme l'a souligné Mme MARIN, il n'y a pas de raison pour que cela change tant que les manuels scolaires se contentent de reproduire la vision traditionaliste de l'histoire espagnole.

ii. **Mme Gun WESTHOLM: la Hanse**

Dans le cadre de sa présentation sur l'un des projets d'Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe: "Sites, itinéraires et monuments hanséatiques", Mme WESTHOLM a commencé par expliquer que ce projet visait essentiellement à élaborer des matériels qui contribueront au développement du tourisme culturel et historique dans l'ancienne région hanséatique, y compris autour de la Baltique; pourtant on espère également qu'il sera une source d'inspiration pour des activités éducatives utiles.

Mme Westholm a rappelé brièvement l'histoire de la Ligue hanséatique en Europe du nord, du milieu du 12^{ème} siècle jusqu'en 1669, date à laquelle se tint la dernière Diète hanséatique à Lubeck. Ce faisant, elle a retracé l'évolution de la Ligue, depuis ce qui fut en fait la première union commerciale et marchande - fourrures, vin, grain, poisson, métal, bois et sel - jusqu'à la très grande puissance militaire et politique capable d'intervenir dans les affaires d'états individuels dans toute l'Europe. Mme. WESTHOLM a mis l'accent sur toute une série d'influences mutuelles positives: interdépendance économique accrue, coopération politique intensifiée, développements technologiques communs. Toutefois, il est indéniable que d'autres facteurs, outre la Hanse elle-même, ont contribué à ce processus d'influence mutuelle. Pour illustrer ce point, l'orateur a souligné que l'église chrétienne représentait un client important pour la Ligue: elle avait besoin de cire pour ses cierges et de plomb pour ses vitraux et créait par ailleurs de par ses pratiques religieuses une demande pour certains produits (par ex. le poisson pour les jours de jeûne, qui entraîna le développement des techniques de séchage et de salage).

Mme WESTHOLM a ensuite décrit le guide de la Hanse qui fut sa contribution au projet. L'essentiel du livre est consacré à la description des villes qui formaient la Ligue hanséatique. Cinquante quatre de ces villes ont été sélectionnées comme présentant un grand intérêt pour le tourisme culturel et elles font l'objet de descriptions beaucoup plus détaillées. Le guide contient également une brève histoire de la Ligue, des cartes des routes commerciales aux différentes périodes et une liste des musées exposant des objets liés à la Hanse. Elle a enfin fait observer que si

les résultats du projet allaient aussi être utilisés, espérait-on, à des fins pédagogiques, il fallait néanmoins développer des matériels pédagogiques spécifiques pour les écoles et le tourisme culturel.

iii. Mme Helena Krejцова: Les Juifs à Prague.

Mme KREJCOVA a commencé sa présentation en rappelant que les Juifs venaient de fêter le millième anniversaire de leur arrivée en pays tchèque. Elle a ensuite brossé les grands traits de leur histoire, en particulier depuis les réformes effectuées par l'Empereur Joseph II vers la fin du 18ème siècle. Au cours de la période comprise entre les réformes et la Révolution de 1848, un mouvement libéral prit de l'influence au sein de la communauté juive de Bohême et joua un rôle important dans les changements sociaux et économiques qui intervinrent alors, comme le développement de la banque et du commerce, l'industrialisation et la diffusion de nouvelles idées. Pourtant, les idées libérales ne faisaient pas l'unanimité au sein de la communauté et des divisions se firent jour entre les Juifs libéraux et les Juifs conservateurs, ces derniers craignant une assimilation accrue et donc la perte de leurs traditions religieuses et culturelles. Parallèlement il existait également des divisions au sein de la communauté chrétienne en terre tchèque au sujet de "la question juive".

Alors qu'on pouvait noter des signes d'intégration et de coopération croissantes parmi l'intelligentsia juive, (les jeunes libéraux) et l'intelligentsia chrétienne (en particulier ceux qui regardaient du côté de l'Allemagne), les signes étaient plus discrets parmi la bourgeoisie et la classe ouvrière, en particulier chez les artisans, où il existait une crainte mutuelle de compétition plus ardue. Alors que les libéraux juifs firent cause commune avec les Tchèques et les Allemands durant la Révolution de 1848, les vieilles divisions persistèrent ce qui fait que dans les années qui suivirent, de nombreux Juifs retournèrent dans le ghetto ou émigrèrent en Amérique. Ces divisions furent encore renforcées par la Constitution de 1867 qui accordait aux Juifs l'égalité de droits, renforçant ainsi les sympathies pro-allemandes au sein de la communauté juive. Parallèlement, le soutien au nationalisme tchèque augmentait lui aussi, en particulier parmi les étudiants juifs. Ainsi est né un mouvement d'assimilation tchéco-juif qui voulait adopter la langue tchèque et aider à créer une culture, une économie et une politique communes. Mme KREJCOVA fit ensuite observer qu'à partir de la fin du 19ème siècle, l'idée de l'assimilation tchéco-juive prit de l'ampleur et que de nombreux Juifs participèrent activement à la création de la première République tchèque en 1918. Cette évolution doit toutefois être replacée dans le contexte de l'aliénation grandissante des Juifs pro-Allemands et des traditionalistes (une minorité dans la minorité), de la montée du sionisme et de l'anti-sémitisme croissant dans la population tchèque qu'il était souvent difficile de distinguer de l'anti-germanisme.

Mme KREJCOVA compléta son exposé par une description de la situation après les accords de Munich et l'occupation allemande. Elle évoqua la vie dans le ghetto de Theresienstadt durant cette période et la disparition de tant de Juifs tchèques dans les camps de concentration.

iv. Commentaires généraux:

Ces trois exposés ont fait l'objet d'un compte rendu relativement détaillé parce qu'ils illustrent, à maints égards, le genre d'approches de l'histoire nationale et européenne que le projet du Conseil de l'Europe en général, et le symposium de Prague en particulier, cherchent à encourager et à promouvoir.

Plusieurs points généraux furent soulevés durant et après ces présentations, dont il faudra s'inspirer lors de l'élaboration des matériels sur les influences mutuelles positives:

- l'analyse d'études de cas de ce type peut être un excellent moyen de rendre la notion relativement abstraite d'influences mutuelles positives plus concrète et plus réelle à l'esprit des enseignants et des formateurs d'enseignants;
- il faudra faire en sorte que tous les matériels élaborés sur ce thème reflètent bien les interactions, les échanges et les interdépendances complexes qui sont en jeu. Il est ressorti clairement des présentations sur al-Andalus et les Juifs à Prague que les groupes qui s'influençaient mutuellement n'étaient pas homogènes. Les divergences internes au sein de chaque groupe (par ex. entre les Juifs traditionalistes et les Juifs libéraux, les pro-Allemands et les pro-Tchèques, les jeunes et les vieux) étaient aussi nettes et significatives que celles qui existaient entre les différents groupes nationaux ou ethniques;
- si l'enseignement des influences mutuelles positives peut contrer certains des stéréotypes et des mythes historiques dominants dans la société, il peut aussi, si l'on n'y prend garde, renforcer d'autres mythes et stéréotypes historiques;
- à l'heure actuelle, le décalage qui existe entre l'émergence de nouvelles réflexions chez les historiens universitaires et la modification en conséquence des programmes d'histoire à l'école est trop important et doit être fortement réduit.

4.5 Les approches de l'enseignement de l'histoire nationale et européenne

Les discussions sur ce thème ont été dirigées par trois orateurs:

i. Mme Susan BENNETT: Le rôle de l'histoire dans la formation de l'identité nationale.

Mme Bennett a rendu compte des débats qui se sont déroulés lors du Stage européen d'enseignants organisé à York (Angleterre) du 18 au 24 septembre 1995. Les conclusions de ce stage ont pris la forme d'une liste de questions portant sur l'enseignement de l'histoire nationale dans les différents systèmes éducatifs (voir annexe III). Ces questions portent sur le programme, la documentation, les activités en classe, la formation des enseignants et le perfectionnement professionnel. Mme BENNETT a fait observer que la notion d'identité nationale est bien souvent mal comprise:

- elle ne doit pas être étroite, restrictive et exclusive;
- un individu peut s'identifier à plus d'un groupe - ou communauté - national sans pour autant connaître de crise ou de conflit identitaire. Ainsi, on peut être Juif, Gallois et Britannique en même temps et de tels exemples existent dans la plupart des pays européens;
- l'identité nationale n'est pas statique; elle varie suivant les époques.

L'orateur a par ailleurs souligné que même si l'objectif énoncé dans la Déclaration de Vienne - qui est de renforcer "des programmes visant à éliminer les préjugés par l'enseignement de l'histoire en mettant en évidence les influences mutuelle positives entre différents pays, religions et idées dans le développement historique de l'Europe" - était un objectif important et fort louable, les discussions de York avaient clairement montré qu'il restait encore beaucoup de chemin à parcourir d'ici à ce qu'il soit réalisé par la plupart des professeurs et des manuels d'histoire. Selon Mme Bennett, la bonne pratique de l'enseignement de l'histoire nationale (tout comme les bons manuels) doit tenir compte des perspectives des différentes communautés et des différents historiens; chercher à développer la pensée critique chez les élèves, utiliser les matériels sources, utiliser le jeu de rôles, le théâtre et les simulations par ordinateur, surtout lorsqu'il s'agit d'événements et de développements historiques extrêmement complexes. En conclusion, l'orateur a évoqué l'utilité de travailler avec des professeurs d'histoire dans toute l'Europe pour réunir des exemples de bonne pratique que le Conseil de l'Europe pourrait ensuite diffuser.

ii. M. Paul VANDEPITTE: Approches de l'enseignement de l'histoire nationale et européenne - les perceptions d'une association représentant les professeurs de l'histoire

M. VANDEPITTE a assisté au Symposium de Prague en tant que Vice-Président d'EUROCLIO, la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire. EUROCLIO a fait circuler au cours du Symposium de Prague une série de recommandations sur la compréhension mutuelle et l'enseignement de l'histoire, qui figurent en Annexe IV au rapport. Dans son exposé, M. VANDEPITTE a expliqué dans quelles circonstances EUROCLIO était née et s'était développée. Il a ensuite identifié un certain nombre d'exigences liées à la réalisation des objectifs de la Déclaration de Vienne dans le contexte de la nouvelle Europe:

- clarifier ce que l'on entend exactement par l'idée de collaboration dans la "Nouvelle Europe";
- reconnaître que l'enseignement de l'histoire traverse une période de transition dans certains Etats européens, particulièrement en Europe centrale et orientale et soutenir davantage ce processus de changement;
- identifier les pays où les besoins sont les plus urgents;
- trouver un financement et des ressources matérielles supplémentaires pour permettre un soutien efficace et une coopération internationale. EUROCLIO espère qu'une partie de ces contraintes pourront être levées par l'accès à certains des nouveaux programmes de l'Union Européenne, comme PHARE.

iii. M. Herbert SPECHT: L'approche des écoles européennes à l'enseignement de l'histoire de l'Europe

M. SPECHT enseigne l'histoire, la géographie et l'allemand à l'Ecole européenne de Bruxelles, une des neuf écoles créées dans les Etats membres de l'Union européenne à l'intention des enfants des fonctionnaires et administrateurs de l'UE. Elles accueillent les élèves du jardin d'enfants au Baccalauréat. L'enseignement de base est dispensé en trois langues: anglais, français et allemand et tous les élèves reçoivent des cours dans leur langue maternelle plus deux autres langues au moins.

Après avoir fourni quelques informations générales sur les Ecoles européennes, M. SPECHT a présenté les grandes lignes du programme d'histoire qui n'est destiné qu'aux élèves du secondaire. De la 7ème à la 9ème classe, l'histoire n'est enseignée que dans un contexte pluridisciplinaire plus large, avec la géographie et les sciences sociales. Les programmes de la huitième classe comprennent par exemple un thème général et multidisciplinaire intitulé "*L'adaptation des être humains à leur environnement*", qui s'inscrit dans une perspective historique (par ex. les origines de l'humanité, la préhistoire, les civilisations du Moyen-Orient). En dixième année, les élèves suivent

ce qui peut être considéré comme un programme d'histoire plus classique et qui propose une vaste perspective historique de l'histoire européenne, du Moyen-âge à l'époque moderne, y compris l'impérialisme, les rivalités européennes, l'industrialisation, les mouvements de masse et les révolutions, le communisme et les relations contemporaines internationales. Si l'on n'y voyait qu'une liste de sujets, ce programme pourrait sembler assez classique mais il s'en distingue par l'approche adoptée:

- l'enseignement offre une perspective réellement européenne;
- le professeur d'histoire doit enseigner sa matière par le biais d'une langue étrangère;
- les manuels et les matériels pédagogiques utilisés viennent de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

5. L'ORIENTATION GENERALE DES GROUPES DE TRAVAIL

Les quatre groupes de travail ont tenté de répondre aux questions suivantes:

- i. comment peut-on s'assurer que l'histoire nationale ne devient pas une histoire nationaliste?
- ii. quels équilibres et liens faut-il instaurer dans nos programmes d'enseignement entre l'histoire locale, régionale, nationale, européenne et mondiale?
- iii. quelles sont les bonnes méthodes d'enseignement de l'histoire de l'Europe dans l'esprit de la Déclaration de Vienne? Quelles sont les influences mutuelles positives mentionnées dans la Déclaration?
- iv. quels sont de bons moyens pour enseigner les questions controversées, sensibles et tragiques de notre histoire européenne commune? Comment peut-on aider les enseignants à aborder ces questions?
- v. nos programmes d'enseignement de l'histoire ont-ils une dimension véritablement européenne? En particulier, la richesse et la diversité de l'histoire des peuples d'Europe centrale et orientale sont-elles reflétées dans les programmes d'enseignement d'autres régions de notre continent?
- vi. comment l'apprentissage de l'histoire hors du cadre scolaire contribue-t-il à une plus grande confiance et compréhension mutuelles en Europe? Quelle contribution peuvent apporter les clubs d'histoire dans les écoles, les musées, les activités de terrain, les liens et échanges scolaires et les médias, notamment la radio et la télévision scolaires?
- vii. comment peut-on mettre en oeuvre les conclusions et recommandations du Symposium de Prague? Comment peuvent-elles être intégrées dans les programmes et manuels scolaires, le matériel pédagogique, la formation des enseignants et la pratique pédagogique?

Nous n'avons pas reproduit le rapport de chacun des quatre groupes car les idées exprimées se sont très souvent recoupées; elles ont donc été incorporées dans le corps du rapport. Bien que les opinions exprimées dans les chapitres suivants soient celles du Rapporteur général, elles s'efforcent de refléter le plus fidèlement possible la profondeur et la variété des réflexions des groupes de travail.

6. L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE NATIONALE

Les participants au symposium ont semblé très largement reconnaître qu'un enseignement de type nationaliste, loin de consister simplement à familiariser les étudiants avec l'histoire de leur groupe national et de leur nation, leur propose une vision partielle ou stéréotypée de l'histoire de leur nation afin de leur inculquer deux idées interdépendantes, à savoir:

- i. qu'ils sont à certains égards supérieurs aux autres groupes ou nations;
- ii. que leur particularité ne peut s'exprimer que par le biais d'une domination politique du pays, au mépris des autres nationalités qui peuvent y vivre.

Exprimée de cette manière, la distinction entre les deux positions semble très nette, sans qu'elles soient pour autant diamétralement opposées. Il s'agit plutôt de deux stades différents d'une suite continue de possibilités. A une extrémité se trouve une conception de l'enseignement de l'histoire nationale fondée sur la sensibilisation et l'éveil de la conscience historique; et en cela c'est un élément essentiel de l'éducation générale de chacun. A l'autre extrémité, on a la conception nationaliste de l'enseignement de l'histoire. Entre les deux, on trouve un certain nombre d'autres conceptions, par exemple:

- une forte insistance sur l'histoire nationale afin que les étudiants puissent se réapproprier ou redécouvrir leur histoire. Plusieurs collègues ont fait remarquer qu'il peut s'agir d'une phase temporaire ou intermédiaire qui, à terme, laissera la place à des programmes plus larges et plus ouverts sur l'extérieur;
- un enseignement de l'histoire conçu comme un moyen de développer ou de renforcer le sentiment d'identité nationale;
- un enseignement de l'histoire visant à engendrer un sentiment d'orgueil national.

Lorsque nous suivons le parcours qui va de l'enseignement de l'histoire pour elle-même à son exploitation à des fins nationalistes, nous rencontrons les tendances suivantes:

- i. un rétrécissement croissant du choix des thèmes et des contenus. Ce tri peut aller de l'exclusion inconsciente ou irréfléchie de l'histoire des minorités ethniques et linguistiques, des femmes et des démunis à l'exclusion plus consciente de tous les éléments négatifs pouvant ternir la représentation glorieuse de l'histoire d'une nation.

- ii. une propension plus nette à présenter l'histoire enseignée à l'école et d'autres disciplines telles que l'éducation civique et les sciences sociales comme des panacées permettant de résoudre les problèmes de la société. On connaît bien ce raisonnement: des mutations rapides sur le plan social, économique et technologique, combinées à un chômage élevé des jeunes conduisent à l'aliénation, au désenchantement et à la perte de confiance nationale. Au lieu de trouver des solutions politiques, sociales et économiques aux problèmes politiques, sociaux et économiques, on suppose que ces problèmes peuvent être résolus en classe.
- iii. une insistance accrue sur le rôle actif joué par le professeur d'histoire pour inculquer certains types de comportement, d'une manière dénuée de tout esprit critique et de toute valeur éducative.

Plus l'on avance sur cette voie, plus la situation devient problématique et plus il est important que l'ensemble de la profession débatte ouvertement, explique et examine de manière critique les raisons de cet itinéraire.

Même lorsqu'il n'existe pas d'effort concerté de la part des gouvernements ou des autorités scolaires pour introduire une note plus nationaliste dans l'enseignement de l'histoire, celle-ci peut toujours émerger par défaut. Pour éviter que cela ne se produise, il est crucial que les responsables de l'élaboration ou de la révision des programmes d'histoire et les professeurs d'histoire soient attentifs aux points suivants:

- les critères de sélection des contenus des programmes doivent être clairs, impartiaux et publiquement justifiables;
- le contenu sélectionné ne doit pas présenter l'histoire de la nation sous un angle exclusivement positif et non critique;
- le programme d'histoire ne doit pas être si lourd qu'il laisse à peine le temps aux élèves de développer une réflexion critique sur ce qui leur a été enseigné ainsi que les compétences essentielles à l'histoire en tant que discipline;
- le programme d'histoire ne doit pas être limité à l'histoire politique et militaire, où la rhétorique nationaliste peut facilement occuper une place plus large que, par exemple, dans l'histoire ordinaire;
- les élèves doivent avoir la possibilité d'étudier l'histoire nationale sous de multiples perspectives;
- les élèves doivent être encouragés à étudier les preuves de façon critique et à utiliser les sources primaires et secondaires ainsi que les manuels;
- l'enseignement doit tenir compte des expériences passées et présentes ainsi que des

aspirations futures des minorités et des groupes jadis opprimés à l'intérieur des frontières nationales;

- les manuels doivent être débarrassés de toute information partielle, délibérée ou non.

7. L'EQUILIBRE ENTRE HISTOIRE LOCALE, NATIONALE, REGIONALE, EUROPEENNE ET MONDIALE DANS LES PROGRAMMES

Avant de passer aux questions liées directement à l'équilibre des programmes, la plupart des groupes de travail ont discuté de la signification de certains des termes utilisés ici. On n'était pas sûr par exemple de la signification du terme "histoire régionale". S'agit-il de régions géographiques ou administratives à l'intérieur d'un état-nation (comme les autorités autonomes en Espagne) ou de régions géopolitiques plus vastes qui englobent un certain nombre d'états-nations (comme les pays baltes, les Balkans, les Etats nordiques, etc.)?. On pourrait dire, sans trop risquer de se tromper, que les historiens utilisent le terme dans les deux sens mais il faut signaler que les deux acceptions ont des implications différentes pour l'approche pédagogique adoptée. Une école de pensée, bien représentée parmi les concepteurs de programmes, préconise l'approche en spirale dans laquelle l'élève étudie d'abord l'histoire locale - plus proche de son expérience immédiate - puis élargit ses connaissances à des régions de plus en plus éloignées de sa vie et de son environnement - selon un processus en spirale. Dans cette optique, une région au sein d'un état-nation est naturellement une réalité plus proche et plus tangible pour les élèves qu'un ensemble géo-politique dont leur pays ne constitue qu'un élément. Les participants ont aussi discuté de ce qu'il fallait entendre par "histoire européenne" étant donné que dans la plupart des pays, l'habitude veut que l'on privilégie les régions d'Europe les plus directement liées à la compréhension de l'histoire nationale - point également soulevé dans les discussions sur la signification du terme "histoire globale" ou "histoire mondiale".

Les groupes de travail étant parvenu à s'entendre sur la terminologie (ou ayant décidé de reporter la question à plus tard), les participants ont abordé les questions liées à l'équilibre entre les différentes dimensions historiques. Il est apparu que, dans la plupart des pays, cinq grands facteurs contribuent à déterminer cet équilibre:

- i. **le lieu** - les pays du centre de l'Europe, par exemple, ont tendance à accorder à l'histoire de l'Europe une place plus importante que des pays situés à la périphérie comme le Royaume-uni et les pays scandinaves bien que la version la plus récente du programme d'histoire en Suède soit nettement plus "européenne";
- ii. **l'expérience coloniale** - les pays ayant un important passé colonial tendent souvent à mettre l'accent sur l'histoire universelle (le plus souvent seulement l'histoire contemporaine, centrée sur leur passé colonial);
- iii. **relations avec les pays voisins** - en y regardant d'un peu plus près, on s'aperçoit que ce que l'on appelle histoire européenne tend en réalité à être de l'histoire régionale: les Etats méditerranéens, baltes, nordiques, les Balkans, etc;
- iv. **la souplesse de la structure du programme d'histoire** - le contenu de certains programmes

est particulièrement riche. En l'espace de trois à cinq années d'enseignement secondaire, ils proposent un vaste aperçu de l'histoire, depuis la préhistoire ou l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne. Cela signifie généralement qu'il est difficile d'y introduire davantage d'histoire européenne ou universelle. Dans d'autres Etats, la structure du programme est beaucoup plus ouverte et souple, notamment lorsque celle-ci laisse aux enseignants le choix des sujets, ou ne couvre que certaines périodes en profondeur, sans chercher à tout embrasser;

- v. **la volonté de changement** - dans certains cas, celle-ci dépend manifestement d'une volonté politique. Il faut toutefois reconnaître que dans les années 90, de nombreux pays d'Europe centrale, orientale et occidentale ont entrepris d'importantes réformes de programmes. Parfois, une certaine lassitude s'est emparée des administrateurs comme des enseignants. Des pays ont imposé un moratoire sur tout changement apporté aux programmes d'histoire, après des années de réformes incessantes.

Comme le suggèrent ces facteurs, on trouve au coeur des débats sur la question les priorités nationales (souvent liées à l'état de développement politique et économique de la nation) ainsi que les contraintes que les concepteurs de programmes et les professeurs d'histoire sont tenus de respecter. Les contraintes et les problèmes pratiques qui entravent les réformes de programme ont été souvent évoqués au cours des discussions dans les groupes de travail et sont à nouveau soulevées au chapitre 10 où l'on envisage une plus grande couverture de l'histoire européenne, en particulier de l'histoire de l'Europe centrale et orientale dans les écoles d'Europe occidentale, septentrionale et méridionale. On s'est également accordé à reconnaître qu'il existe des époques dans le développement politique et économique d'une nation (souvent liées à des changements importants ou à la confiance du peuple dans l'avenir) qui se prêtent à un intérêt plus ou moins soutenu pour l'histoire nationale.

Cependant, il est intéressant de noter que les discussions sur ce point (tant au symposium de Prague que dans d'autres réunions ou documents récents du Conseil de l'Europe) sont parties de l'hypothèse que l'équilibre est essentiellement fonction de la quantité de *contenu* ou de *temps* allouée à chaque dimension historique. Il est néanmoins possible de résoudre cette question autrement, par le biais de l'approche pédagogique. Ainsi donc, que le sujet soit ou non directement lié à l'histoire locale, nationale, régionale, européenne ou mondiale, des liens sont consciemment établis avec les autres dimensions lorsqu'ils sont pertinents et aident à comprendre la question étudiée. Lorsqu'on étudie l'*histoire locale*, on pourra donc s'intéresser par exemple:

- à une famille locale ayant des ramifications nationales et internationales;
- à un monument aux morts qui peut renseigner sur l'histoire des familles locales et relier la localité à des événements de dimension nationale et internationale dans le passé;
- aux liens commerciaux internationaux d'une entreprise locale et à l'influence des développements nationaux, régionaux et globaux sur cette entreprise;

- aux liens commerciaux d'un port local et comment ils se sont développés dans le temps, traduisant souvent les changements d'alliances et les conflits politiques;
- aux noms de lieu dans la région et à leur origine;
- aux bâtiments dont le style architectural n'est pas typique de la région (comme les docks de style hanséatique que l'on retrouve dans toute l'Europe du nord).

Une telle approche ne resitue pas seulement le sujet dans un contexte historique plus large mais place aussi les "influences mutuelles" au coeur de toute tentative visant à élargir la perspective historique de l'élève.

8. INFLUENCES MUTUELLES POSITIVES

La question de la manière dont on pourrait renforcer la compréhension réciproque en mettant l'accent sur les influences mutuelles positives a été au centre de la planification du symposium de Prague et occupé une place essentielle dans les débats des groupes de travail. Cinq questions ont été examinées à ce sujet:

8.1 Dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, qu'entendons-nous par "influences mutuelles positives"?

Cette notion d'influences mutuelles positives évoque une forme d'échanges entre groupes, nations, religions ou cultures. Elle évoque aussi un certain degré d'interdépendance, d'interaction et de volonté d'apprendre les uns des autres. Les trois exposés relatifs à al-Andalus, à la Hanse et aux Juifs de Prague présentés au symposium sont des illustrations vivantes de ces processus à l'oeuvre.

Il importe par ailleurs de reconnaître que ces échanges ne se produisent pas nécessairement au même moment. Le processus d'interaction et d'"emprunts" entre les cultures, les systèmes juridiques et les langues est très long et se manifeste souvent si discrètement qu'il est à peine perceptible. Les échanges d'idées sur les droits de l'homme et la conduite des relations internationales entre l'Europe et les Etats-Unis pendant deux siècles et demi illustrent bien ce processus à long terme.

La notion de "positives" appelle quelques précisions. Elle est manifestement déterminée par l'histoire; les faits réputés positifs à une époque (empires, invasions, etc.) ne le sont pas nécessairement plus tard et inversement. De même, les principes politiques et culturels qui influencent tout un continent à une époque sombrent dans le discrédit à une autre époque. Il existe donc un risque, comme l'ont relevé certains groupes de travail, que l'enseignant d'histoire soit invité à assimiler l'histoire au progrès. Cette constatation a conduit les groupes de travail à exprimer un certain nombre de préoccupations, leurs membres estimant que l'étude des influences mutuelles positives doit être équilibrée par l'étude des influences négatives et des pages sombres de l'histoire.

8.2 Quelle sorte d'influences mutuelles positives pouvons-nous déceler dans les programmes des Etats européens?

Les groupes de travail ont établi une liste intéressante, quoique non exhaustive, de thèmes au travers desquels les influences mutuelles peuvent être étudiées. Celles-ci, de même que les influences mutuelles positives identifiées lors de la Réunion du Conseil de l'Europe consacrée aux projets pilotes régionaux et multilatéraux sur l'enseignement de l'histoire à l'école, sont énumérées en annexe I. Les noms des organisations qui ont participé à cette Réunion sont énumérés en annexe II. Les points ci-après doivent être présents à l'esprit lorsqu'on examine les influences mutuelles positives:

- i. La plupart de nos exemples d'influences mutuelles positives sont essentiellement puisés dans

l'histoire de l'économie, des idées, de la culture et de la démographie. Il est important de reconnaître que la culture, les idées et le commerce sont souvent les vecteurs de changements politiques et diplomatiques. Ainsi, le passage progressif de l'absolutisme aux diverses formes de gouvernement représentatif dans la plupart des pays d'Europe à la fin du XVIIIe et au cours du XIXe est en grande partie le résultat du libre échange d'idées entre des groupes d'intellectuels de différents pays. Pourtant, les programmes et les manuels d'histoire traitent souvent le passage au gouvernement représentatif comme s'il s'inscrivait dans un vide politique, loin de toute influence des événements et des faits survenus dans d'autres pays.

- ii. On tend également à identifier les influences mutuelles positives à celles qui existent entre pays voisins et à l'intérieur de régions, même si tel n'a pas toujours été le cas. Des influences mutuelles positives ont parfois résulté davantage d'alliances politiques par le mariage, de pèlerinages, du déplacement de moines entre les monastères, ou de la diaspora.

8.3 Si l'accent est mis sur les influences mutuelles positives, quelles en sont les conséquences sur la manière d'enseigner?

Un certain nombre de points peuvent être soulevés ici:

- i. il peut parfois être difficile de mettre l'accent sur les influences mutuelles positives que nous venons de décrire lorsqu'un programme est fragmenté par périodes. En effet, il faut souvent les étudier sur un long laps de temps, ce qui est plus facile en examinant l'histoire du premier millénaire ou du Moyen-Age, étant donné que les programmes portent généralement sur quatre ou cinq siècles. En revanche, plus nous nous approchons de l'époque contemporaine, plus les périodes sont courtes.
- ii. il devrait ressortir clairement des réflexions contenues dans ce rapport que le centrage sur les influences mutuelles positives dans l'enseignement de l'histoire nécessite beaucoup plus que la simple substitution d'une liste de sujets par la liste qui constitue le programme d'histoire en vigueur dans un pays donné. Non seulement il faut s'attaquer aux problèmes logistiques que pose l'introduction de changements importants dans les programmes - et qui ont été évoqués à un autre chapitre de ce rapport - mais il faut aussi effectuer une analyse historique sophistiquée pour identifier clairement les influences qui sont à la fois positives et mutuelles. Dans le cas de certains des sujets énumérés à l'annexe I, cette analyse n'est pas accessible à tous les professeurs dans tous les pays européens. Les matériels-sources n'existent pas et les professeurs n'ont pas appris à effectuer ce genre d'analyse. Dans de telles circonstances, toute tentative de centrage sur les influences mutuelles positives risque d'être trop simpliste et artificielle et de mener à un traitement fragmentaire des sujets à l'étude;
- iii. Il est nécessaire d'encourager les professeurs d'histoire et les auteurs de manuels scolaires à introduire une perspective comparative qui s'attache à présenter la manière dont certains événements, processus et faits nationaux ou régionaux ont influencé - ou ont subi l'influence

de - ce qui s'est passé ailleurs en Europe à la même époque ou plus tard.

- iv. Il importe d'élargir et d'approfondir le programme d'histoire afin de montrer à quel point les liens entre le commerce, l'éducation, la religion, les voyages et l'imprimerie ont facilité les influences mutuelles. Cela suppose aussi la reconnaissance du fait que certains phénomènes historiques, comme le monde des Vikings, la Ligue hanséatique, les voyages d'expansion, la Révolution française, ne sont pas l'apanage exclusif d'une histoire "nationale" mais entrent dans l'histoire d'un continent entier, et que leur étude dans une optique purement nationale revient à méconnaître profondément la période considérée.
- vi. Il faut intégrer les influences mutuelles positives à l'enseignement de l'histoire, et non se borner à citer un ou deux exemples "projetés dans le programme d'histoire".

8.4 L'accent mis sur les influences mutuelles positives dans les programmes d'histoire entraverait-il la quête de vérité de l'historien et la volonté de l'enseignant d'histoire d'encourager les jeunes à faire preuve d'esprit critique?

Il ne fait aucun doute que certains historiens et enseignants d'histoire sont préoccupés par les tentatives d'utiliser leur matière à des fins sociales et politiques. Cependant, l'histoire enseignée à l'école, par opposition à l'histoire enseignée à l'université, est un bien public. A l'instar de l'éducation religieuse et de l'enseignement de la littérature, l'enseignement de l'histoire à l'école, notamment de l'histoire nationale, a toujours procédé de considérations à la fois sociales, politiques et éducatives. Elle a par exemple joué un rôle dans le développement du sentiment d'identité nationale, dans la transmission du patrimoine culturel et dans l'éducation civique des élèves. Cela devient manifeste dans la plupart des pays chaque fois que d'importantes réformes du programme d'histoire sont annoncées. Personnalités politiques, groupes de pression, minorités ethniques et linguistiques considèrent souvent qu'ils ont le droit d'essayer d'influencer le contenu du programme d'histoire et son enseignement bien plus qu'ils ne le feraient pour les mathématiques, la science ou la géographie. Plusieurs remarques s'imposent ici:

- i. Il n'y a pas de raison pour que l'accent mis sur les influences mutuelles positives échappe au sens critique; il importe d'encourager les élèves à recourir aux aptitudes interprétatives, investigatrices et critiques de l'historien pour cette dimension comme pour toute autre dimension du programme d'histoire;
- ii. personne ne recommande d'axer le programme d'histoire en général (ou les aspects qui concernent l'histoire régionale, européenne ou universelle) exclusivement sur des exemples d'influences mutuelles positives;
- iii. il est tout aussi important que l'enseignement de l'histoire aide les élèves à prendre conscience des "pages sombres de leur histoire nationale et régionale" et à appréhender les événements sensibles, controversés et tragiques de la même manière investigatrice et

critique.

8.5 L'accent mis sur les influences mutuelles positives aura-t-il les effets souhaités en contribuant à accroître et à renforcer la compréhension mutuelle et à éliminer les préjugés?

Gita STEINER-KHAMSI souligne dans son document "Combattre l'intolérance: l'éducation pour une citoyenneté pluraliste et active"² que les programmes éducatifs visant à sensibiliser les élèves à l'écologie ont obtenu de meilleurs résultats que ceux visant à faire reculer l'intolérance, la xénophobie et le racisme. Cette différence s'explique en partie par le soutien que l'action politique et économique a apporté aux premiers, mais elle est également due aux méthodes d'enseignement qui ont été adoptées. Selon Mme Steiner-Khamsi, les programmes éducatifs ont visé pendant des années à donner aux élèves issus des groupes majoritaires des informations sur les valeurs, les traditions et les principes des groupes minoritaires, dans l'espoir que ces connaissances finiraient par ouvrir la voie au respect et à la tolérance. Cette approche s'est généralement avérée contre-productive et a plutôt servi à renforcer qu'à réduire les préjugés. L'erreur a consisté à ne pas reconnaître que les préjugés sont fondés sur les croyances et non pas sur un manque de connaissances.

Il n'est pas suffisant de dispenser un enseignement **sur** des exemples d'influences positives mutuelles. Il faut au contraire commencer par reconnaître:

- i. qu'il existe une multiplicité de points de vue sur les événements et leur évolution;
- ii. qu'il n'existe généralement pas un seul point de vue définitif et correct en matière d'étude et d'interprétation de l'histoire;
- iii. que tous les points de vue doivent être confrontés aux preuves;
- iv. que les élèves doivent être encouragés à "se mettre dans la peau des autres" afin de pouvoir comprendre comment ceux-ci perçoivent les mêmes événements et évolutions.

En outre, la simple publication d'une liste de sujets d'enseignement concernant les influences mutuelles positives sur l'histoire européenne ne suffira pas à entraîner des changements. Elle engendrera seulement le cynisme et des désillusions dans le corps enseignant de nombreux pays.

9. L'ENSEIGNEMENT D'ASPECTS DE L'HISTOIRE SUJETS A CONTROVERSES

On pourrait dire que la plupart des thèmes enseignés en histoire *prétent à controverse* ; des

² Mme Gita STEINER-KHAMSI, "Combattre l'intolérance: l'éducation pour une citoyenneté pluraliste et active", Séminaire international sur la tolérance organisé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe/BIDDH, le Conseil de l'Europe et le gouvernement de la Roumanie, en coopération avec l'UNESCO, Bucarest, Roumanie, mai 1995.

divergences existent sur les événements, leurs causes, leur signification, et d'autres aspects. Parfois ces controverses sont purement théoriques. Les preuves historiques sont diversement interprétées par les différentes écoles de pensée. Néanmoins, la controverse sur certains thèmes ne se cantonne pas au monde universitaire, elle divise des groupes voire des sociétés entières. Dans ce cas-là, il s'agit de thèmes proches des sensibilités contemporaines. L'exemple de l'enseignement de l'histoire en Irlande du Nord a été abordé au cours du symposium. Le fossé entre les deux communautés est si profond dans cette région que les terrains de consensus sont très étroits lorsqu'il s'agit d'interpréter et d'expliquer le passé et lorsque les symboles de ce passé divisé sont omniprésents dans les rues. Cette situation pose la question exprimée de manière très vivante par Dan McCall dans le cadre de ce symposium: "Comment le professeur d'histoire prend-il position par rapport à l'histoire des rues lorsqu'il s'adresse à des enfants qui vivent dans ces communautés?"

L'Irlande du Nord est l'exemple d'un thème à la fois controversé et sensible. Les questions sensibles ne sont pas toutes sujettes à controverses parce qu'elles reflètent les divisions sociales et politiques contemporaines existant dans la société. Elles sont sensibles parce qu'elles concernent des époques du passé d'un pays particulièrement douloureuses, tragiques, humiliantes ou sources de discordes. Elles font craindre que, si on les aborde dans les cours d'histoire, les anciennes divisions puissent renaître et les souvenirs douloureux ressurgir. Parmi les sujets abordés au symposium de Prague, on peut citer: l'expérience de l'occupation militaire, la collaboration, la guerre civile, l'holocauste, les pogroms, les déportations, le traitement des minorités et des groupes opprimés et l'expérience du colonialisme et de l'impérialisme.

Un programme d'histoire qui écarterait purement et simplement tout thème ou sujet controversé ou sensible serait appauvri. Alors, quelle méthodes pouvons-nous adopter dans de telles circonstances? La liste ci-après n'est pas exhaustive mais elle rend compte des débats qui ont eu lieu à Prague et dans d'autres symposiums du Conseil de l'Europe:

- comparer et confronter des situations parallèles dans des pays et des communautés différents;
- mettre à la disposition des étudiants divers documents qui jettent des regards différents sur les mêmes événements, et leur donnent l'occasion d'apprécier d'un oeil critique les preuves fournies à l'appui de ces points de vue;
- examiner la manière dont la culture de l'historien et l'époque à laquelle il vit influence les interprétations historiques et les récits de certains événements et faits;
- recourir aux jeux de rôle et aux simulations pour encourager les élèves à se mettre dans la peau des personnes dont le point de vue diffère du leur;
- utiliser les récits de personnes ayant vécu les événements étudiés, pour les comparer et les confronter aux interprétations des historiens;
- inviter les élèves à confronter leurs attentes aux preuves disponibles (un exercice

particulièrement utile et enrichissant lorsqu'ils découvrent des informations contraires à leurs préjugés et à leurs attentes).

10. INTRODUIRE UNE DIMENSION PLEINEMENT EUROPEENNE DANS L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Les pays d'Europe centrale et orientale s'inquiètent à juste titre de voir que leur histoire est virtuellement absente des programmes d'histoire en Europe de l'ouest et du nord. Cela n'est pas vrai partout: plus un pays ou une province est proche du coeur de l'Europe, plus grande est la probabilité que les programmes d'histoire adoptent une optique relativement large. Cette critique est néanmoins valable pour les programmes d'un grand nombre de pays situés à la périphérie de l'Europe, et de ceux qui ont eu tendance à se considérer comme ayant longtemps été le centre de la politique européenne à défaut d'être le centre de l'Europe géographique.

Compte tenu des contraintes pesant sur les réformes de programmes mentionnées au chapitre 7 de ce rapport, les possibilités d'accorder une part plus large à l'histoire d'Europe centrale et orientale dans les programmes d'autres pays de notre continent semblent assez limitées. Cependant, il est impératif de trouver ces possibilités. Tout d'abord, il nous faut réexaminer la manière dont l'histoire contemporaine est enseignée. Souvent les vieux programmes passaient sous silence les changements intervenus après 1989; toutefois, la plupart des enseignants d'histoire savent que leurs élèves n'ignorent rien des événements et des changements contemporains. Si les élèves n'en discutent pas avec leurs enseignants, ils dépendront, pour leur information, des médias, notamment de la télévision. Hormis quelques exceptions notables, la perspective que celle-ci tend à présenter n'est pas historique, l'histoire étant ce qui s'est passé cinq ans auparavant! Or les élèves ont besoin d'un cadre pour établir des liens entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui s'est produit dans le passé en Europe centrale et orientale, notamment dans les Balkans.

Trois stratégies peuvent être envisagées pour accorder une place plus large à l'enseignement de l'histoire européenne. Elles ne s'excluent pas mutuellement, et l'on aurait même intérêt à les explorer simultanément.

Stratégie 1:

Dans la plupart des pays européens, il est possible de définir les sujets actuellement inscrits au programme qui ont ou pourraient avoir une dimension européenne, et d'étudier les moyens de les mettre en valeur. Un certain nombre de publications récentes du Conseil de l'Europe illustrent cette stratégie en actions, par exemple dans l'enseignement consacré aux Vikings, à la Révolution française ou au développement de l'Etat-nation.³ Pourtant, pour que cette stratégie ait un impact sur l'enseignement quotidien de la plupart des professeurs d'histoire, ces publications et d'autres du même type devront être plus largement diffusées que ce n'est le cas actuellement.

Stratégie 2:

On peut s'attacher moins à ce qui figure ou ne figure pas dans les programmes et les directives officiels mais davantage à la façon dont on enseigne l'histoire et dont on forme les enseignants d'histoire. En d'autres termes, on peut rechercher des moyens d'encourager les enseignants d'histoire de toute l'Europe à conférer une dimension européenne à leur enseignement de manière à ce que celui-ci s'enrichisse tout naturellement d'exemples, d'idées et de preuves offrant aux élèves:

- i. une optique comparative qui mette en évidence tant les similitudes que les différences, et qui explique comment les événements et les faits nationaux et locaux ont influencé les événements qui se sont déroulés ailleurs en Europe (ou ont été influencés par eux), et comment les cultures nationales ont évolué et se sont transformées au contact d'autres cultures;
- ii. une optique à plus long terme que celle adoptée dans les programmes officiels;
- iii. un aperçu historique qui leur permette d'établir des liens et de se sentir autant "chez eux" lorsqu'ils voyagent dans l'histoire de l'Europe que lorsqu'ils voyagent dans l'histoire de leur propre pays. Après tout, les voyages élargissent l'esprit.
- iv. une perspective pluridimensionnelle.

Stratégie 3:

³ "The Viking Age in Europe", Larkollen, Norvège, août 1986;

"L'enseignement de la Révolution française dans les écoles secondaires en Europe", M. S. AUDOIN-ROUZEAU, Donaueschingen, Allemagne, mai 1988;

"La question des nationalités: de Versailles à nos jours", Mme J. DELROT, Esneux, Belgique, avril 1991.

Cette stratégie revêt la forme d'une planification à long terme de la part du Conseil de l'Europe et des différents ministères de l'Education. Les importantes contraintes précitées qui entravent une réforme des programmes ne signifient pas nécessairement qu'il est à tout jamais impossible d'apporter des changements de grande envergure dans l'enseignement de l'histoire sur la base d'initiatives à l'échelle de l'Europe. Dans les années 70, l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences sociales était caractérisé par une approche multidisciplinaire et interdisciplinaire, qui bénéficiait alors du soutien du Comité permanent des Ministres européens de l'Education. Sa généralisation était toutefois, en grande partie, l'oeuvre d'une avant-garde de chercheurs, de formateurs d'enseignants et d'enseignants d'histoire. A la fin des années 70 et au cours des années 80, un intérêt similaire s'est manifesté pour ce qu'on a appelé une "nouvelle" approche de l'histoire, qui a mis l'accent sur les aptitudes nécessaires à l'historien et l'interprétation historique. Plus récemment, certains pays ont délaissé ces deux approches pour revenir à l'enseignement de l'histoire en tant que matière indépendante, en mettant davantage l'accent sur l'histoire nationale et sur le contenu du programme.

Il n'en reste pas moins que certaines des conditions qui ont permis aux autres changements d'avoir un tel succès existent toujours. Une avant-garde d'enseignants et de formateurs d'enseignants novateurs est à l'oeuvre et il existe des projets novateurs dont certains ont été examinés ici cette semaine; nous disposons du soutien d'organisations internationales comme le Conseil de l'Europe et Euroclio; et des ministres européens de l'Education; l'expansion du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ont donné un nouvel élan. En revanche, ce qui risque de faire encore défaut, c'est un nouveau cadre pour l'enseignement de l'histoire européenne et une stratégie réaliste pour gérer le changement, fonctionnant à deux niveaux: convaincre les ministères de la nécessité de ce changement et aussi assurer que les matériels essayés et testés en salle de classe seront diffusés auprès des enseignants.

11. APPRENDRE L'HISTOIRE HORS DU CADRE SCOLAIRE

L'opinion générale qui s'est dégagée dans les groupes de travail était que les clubs d'histoire "extra muros" n'étaient pas très répandus et que la plupart des autorités scolaires manquaient des ressources nécessaires à leur création. Les participants ont aussi estimé que si les musées pouvaient être d'excellentes sources d'apprentissage extrascolaires et périscolaires, ils avaient souvent une couleur locale, régionale ou nationale, ce qui n'en faisaient pas des vecteurs naturels pour l'enseignement de l'histoire européenne ou globale ou des autres pays. Un groupe de travail a proposé que le Conseil de l'Europe organise des expositions d'histoire liées à certains des projets multilatéraux (la Hanse, Les Vikings, etc.) et qui pourraient être prêtées à d'autres musées, bibliothèques et centres de documentation dans différents pays.

On a également noté que les liens qui existent entre les écoles dans les différents pays européens, en particulier par le biais d'échanges épistolaires, du courrier électronique et du réseau Internet, étaient riches de potentiel pour l'enseignement de l'histoire mais qu'ils n'étaient encore exploités que par les professeurs de langues modernes.

Enfin, les participants ont relevé que les médias, la famille et les groupes représentant les communautés ethniques, linguistiques et religieuses pouvaient être des sources d'information et de réflexion précieuses sur le passé. Parfois, la mémoire populaire, "l'histoire de la rue" et la perspective historique véhiculée par ces sources ne coïncident pas avec ce qui est enseigné dans les écoles. Cela montre bien combien il est important d'apprendre aux élèves à jeter un regard critique sur les preuves mais aussi à utiliser le matériel issu de ces sources parallèlement aux manuels et aux documents spécifiquement conçus pour la classe pour que les élèves puissent rencontrer et analyser différentes perspectives sur le même événement, thème ou sujet plutôt que d'être indûment influencés par un point de vue particulier et partial.

12. RECOMMANDATIONS

Les chapitres 6 à 11 contiennent un certain nombre de recommandations générales et spécifiques destinées aux concepteurs de programmes, enseignants et conférenciers dans les instituts de formation d'enseignants. L'objectif de ce dernier chapitre est donc d'identifier des recommandations pour ceux qui déterminent et influencent la politique éducative aux niveaux national et européen. Ces recommandations sont destinées en particulier au Conseil de l'Europe et aux ministres de l'éducation des Etats membres du CDCC.

12.1 Recommandations au Conseil de l'Europe

Un large éventail de propositions et de recommandations très spécifiques sont nées au cours des deux années qu'a durées le projet "Enseignement de l'histoire dans la nouvelle Europe" (voir, par exemple, la liste de projets pilotes à l'Annexe II et les rapports résumant les discussions des divers séminaires et réunions organisés dans le cadre du projet). A Prague cependant, peut-être parce qu'il s'agissait du symposium final du projet, les discussions ont plutôt reflété une préoccupation et un intérêt envers les questions de stratégie et de politique et le rôle futur du Conseil de l'Europe dans la promotion de l'enseignement de l'histoire européenne. Les objectifs et la substance de la Déclaration de Vienne ont fait l'unanimité mais les participants ont ajouté que ce rapport, comme toute publication ultérieure issue de ce projet, devrait identifier les questions et les contraintes pratiques relatives à l'application de la Déclaration dans les programmes d'histoire dans les Etats membres. Les travaux menés par le Conseil de l'Europe dans le domaine de l'enseignement de l'histoire ont également rencontré un large soutien; ils pourront en particulier avoir un effet catalyseur sur l'éveil de nouvelles réflexions sur les programmes et servir de relais pour rassembler les historiens universitaires, les concepteurs de programmes novateurs, les formateurs d'enseignants et les conseillers éducatifs de toute l'Europe. On s'est toutefois aussi interrogé sur la meilleure stratégie à suivre pour garantir que les résultats des travaux novateurs parrainés et encouragés par le Conseil de l'Europe intéressent et inspirent la pensée des enseignants dans les écoles.

Compte tenu de ces préoccupations, les recommandations suivantes revêtent un caractère essentiellement stratégique.

12.1.1 Le Conseil de l'Europe s'est élargi très rapidement depuis 1989, début des bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale. Les réunions et les liens multinationaux sont plus délicats que jamais mais des symposiums comme celui-ci, bien que très utiles pour échanger des idées, ne sont pas obligatoirement le meilleur vecteur de changements dans la pratique de l'enseignement des différents pays. Il vaut peut-être mieux se préoccuper de réunir des représentants des pays confrontés, aujourd'hui ou dans le passé, aux mêmes problèmes des programmes scolaires. On pourrait envisager, par exemple, un groupe de travail sur les programmes scolaires qui étudierait la manière d'enseigner les thèmes controversés et sensibles. En effet, les enseignants et experts en programmes scolaires d'Irlande du Nord, de Bosnie et de Chypre ont beaucoup à partager, tout comme d'autres groupes de personnes travaillant dans des pays qui tentent de se réappropriier ou de redécouvrir leur histoire nationale. Dans cette optique, les grandes conférences ou les symposiums n'offrent que des

possibilités de travail très limitées aux personnes partageant les mêmes préoccupations. Aussi la solution est-elle peut-être de cibler et de concentrer les travaux sur des questions et des problèmes spécifiques concernant les programmes. Cette orientation exige une *stratégie à long terme* qui s'inscrirait parfaitement dans le nouveau projet du Conseil de l'Europe sur l'histoire de l'Europe au XXe siècle.

12.1.2 Il convient de réviser la *stratégie de diffusion* du Conseil de l'Europe. Certains rapports du CDCC visent clairement à influencer les décideurs et sont rédigés dans cette optique. Les autres rapports, pour riches qu'ils soient en idées intéressantes pour les enseignants novateurs, ne sont pas toujours présentés de manière adaptée aux enseignants qui n'ont peut-être ni le temps ni les compétences nécessaires pour convertir ces idées en matériels et en documents qu'ils pourraient utiliser dans leurs classes. Comment toucher et influencer l'enseignant moyen? Les centres d'information et de documentation du Conseil de l'Europe en Europe centrale et orientale sont certainement un pas dans la bonne direction; la question de la création de bibliothèques de publications du Conseil de l'Europe sur l'éducation pourrait être creusée ainsi que celles d'une plus grande participation des universités et des grandes bibliothèques de référence à cette action. Mais peut-être la stratégie à long terme repose-t-elle sur les éléments suivants:

- i. améliorer l'accès des professeurs d'histoire aux activités du Conseil de l'Europe en diffusant largement un catalogue des documents disponibles. Un des groupes de travail de Prague a proposé par exemple un vade-mecum ou manuel qui donnerait un aperçu global des travaux du Conseil de l'Europe en matière d'enseignement de l'histoire et de manuels d'histoire. Il s'agirait d'une publication, de mise à jour facile, où l'on trouverait:
 - les documents et rapports théoriques et pédagogiques du Conseil, en particulier sur la contribution de l'histoire à la conscience européenne;
 - un guide des projets pilotes régionaux et multilatéraux;
 - des informations générales pays par pays (institutions et contacts importants pour l'élaboration des programmes, l'évaluation, l'enseignement et la formation des enseignants dans le domaine de l'histoire);
 - des stratégies de mise en oeuvre des réformes des programmes et des méthodes;
 - un guide des liens entre établissements scolaires et des projets d'échange, des bases de données électroniques, des partenariats internationaux en matière d'éducation;
 - une liste des organismes gouvernementaux internationaux et des ONG intéressés par l'enseignement de l'histoire et l'éveil de la conscience

européenne;

- une bibliographie des publications spécialisées sur la question dans les langues de travail du Conseil de l'Europe.
- ii. utiliser plus efficacement des bases de données et le réseau Internet pour la diffusion des travaux du Conseil de l'Europe;
- iii. mieux coordonner les activités avec les associations nationales d'enseignants (entre pays et regroupements régionaux) et avec la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire, EUROCLIO.

12.1.3 La troisième recommandation en matière de stratégie est étroitement liée à la diffusion. Elle concerne la nécessité d'une *stratégie de mise en oeuvre*. Une des propositions intéressantes avancées au cours de ce symposium était de convertir les idées exposées sur al-Andalus en un dossier pédagogique qui pourrait être à la fois:

- i. Un moyen utile de diffusion d'idées au sujet d'une influence mutuelle positive donnée, auprès des professeurs d'histoire;
- ii. Un modèle utile pour d'autres initiatives allant dans le même sens.

Tout le monde sait que le Conseil de l'Europe ne dispose que de ressources limitées pour encourager l'élaboration de programmes scolaires dans tous les pays d'Europe. Au mieux, il peut montrer ce qu'il est possible de faire dans un ou deux secteurs et laisser à d'autres le soin de développer ces idées. Néanmoins, pour que ces matériels restent fidèles à leurs objectifs, il sera indispensable de procéder à des tests pilotes dans les classes avant de les diffuser à grande échelle. Il sera également important que les groupes de travail oeuvrant à la conception de ces matériels modèles comprennent des concepteurs de programmes scolaires connaissant bien les pratiques pédagogiques en salle de classe d'autres pays.

En outre, un grand nombre de conférences et de symposiums sur l'histoire devraient s'adresser spécifiquement aux "*démultiplicateurs*" de différents pays - formateurs d'enseignants, auteurs de manuels scolaires et inspecteurs de l'éducation - qui ont une influence importante sur la pratique des programmes scolaires dans leur pays.

Au fond, décider d'insister sur une stratégie de mise en oeuvre déplacerait l'accent des travaux du Conseil de l'Europe de la promotion des échanges d'idées à la promotion des échanges de savoir-faire, et de la diffusion des idées à l'incorporation de ces idées dans des matériels qui pourraient être utilisés comme modèles pour l'amélioration des programmes.

12.1.4 Enfin, on ne saurait trop insister sur le fait que les développements stratégiques recommandés plus haut (qui représentent un déplacement de l'accent plutôt qu'un changements de cap radical) devront être soutenus par une *stratégie d'évaluation* visant à découvrir comment les documents et matériels du Conseil de l'Europe sur les projets pilotes régionaux et multilatéraux sont utilisés par d'autres enseignants et formateurs d'enseignants. On pourrait ainsi savoir:

- dans quelle mesure les idées maîtresses des programmes sont transférables d'un contexte, thème ou sujet à un autre (c'est-à-dire s'il s'agit de "modèles" utiles pour le développement de programmes);
- si les enseignants trouvent les matériels utiles;
- quel est l'impact sur la réflexion des professeurs en matière d'histoire européenne;
- quel est l'impact sur les programmes de formation des enseignants dans différents pays;
- quel est l'impact des matériels et des idées sur les élèves;
- quel est l'impact des rapports et matériels pédagogiques du Conseil de l'Europe sur le contenu et l'enseignement de l'histoire dans les États membres.

Le Conseil de l'Europe n'ayant pas pour habitude de financer les projets de recherche et d'évaluation, on pourrait envisager trois grandes approches:

- Option 1:** lancer une initiative sur l'enseignement de l'histoire du même type que l'Observatoire sur l'intolérance (ou élargir le mandat de l'Observatoire à l'étude du rôle de l'enseignement de l'histoire dans la réduction des préjugés et de la xénophobie en mettant l'accent sur les influences mutuelles positives);
- Option 2:** établir un réseau informel de personnes chargées d'évaluer et d'analyser les programmes dans toute l'Europe, qui rendraient compte régulièrement de l'état d'avancement des projets de recherche liés à l'enseignement de l'histoire;
- Option 3:** introduire une composante de recherche centrée sur l'action dans tous les projets de développement sur l'enseignement de l'histoire que lancera à l'avenir le Conseil de l'Europe. Cela pourrait nécessiter l'élaboration d'un programme ou d'un "bloc" de formation, en particulier pour les enseignants des pays qui n'ont guère l'expérience des recherches centrées sur l'action (ou même de recherches indépendantes sur les programmes).

12.2 Recommandations aux Ministères de l'Education des Etats membres du CDCC

Ici encore, les recommandations sont essentiellement à caractère stratégique.

- 12.2.1 Il est nécessaire de trouver des moyens de réduire le temps actuellement nécessaire pour que les idées novatrices sur l'enseignement de l'histoire qui sont présentées au cours de symposiums internationaux comme celui-ci influent sur la pratique dans les écoles.
- 12.2.2 A cet égard, il faudra également réfléchir, dans chaque Etat membre, aux moyens d'accélérer la prise de conscience, chez les professeurs d'histoire, des nouvelles voies de réflexion dans les milieux universitaires. L'exemple donné au chapitre 4 concernant l'enseignement sur al-Andalus dans les écoles espagnoles illustre très bien le problème et la nécessité de réunir les historiens universitaires, les éditeurs et les professeurs d'histoire novateurs pour mettre au point des matériels et des directives pour les autres professeurs d'histoire.
- 12.2.3 Un des thèmes récurrents de ce rapport - et des discussions du symposium de Prague et d'autres réunions liées à ce projet - est que le double objectif visant d'une part à introduire une dimension réellement européenne dans les programmes et d'autre part à combattre les préjugés, les stéréotypes, la xénophobie et les attitudes nationalistes viscérales par l'enseignement de l'histoire ne passe pas uniquement par l'introduction de substance supplémentaire dans les programmes. Ces points doivent également être abordés au cours de la formation initiale et continue des enseignants.
- 12.2.4 Il a été noté au chapitre 8 que la notion d'influences mutuelles positives implique des échanges entre groupes, nations, religions ou cultures. Les exemples cités au cours du symposium de Prague et dans ce rapport exigent une approche qui tienne compte d'une multiplicité de perspectives. Certains des projets pilotes sont à cet égard des exemples d'influences positives mutuelles par le biais d'échanges bilatéraux et multilatéraux. Des projets comme le projet de la mer baltique, le projet de manuel d'histoire pour les Etats baltes, le projet du Danube bleu et d'autres projets énumérés à l'annexe II constituent de bons exemples de la façon dont les concepteurs de programmes, les éditeurs, les concepteurs de manuels et les enseignants dans des pays voisins peuvent établir des partenariats dans le but d'élaborer de concert des matériels et des stratégies pédagogiques autour d'expériences communes, d'événements historiques partagés et d'influences mutuelles. Il ressort clairement des réflexions des participants aux projets que le processus de coopération transnationale est en lui-même un processus d'apprentissage important sur lequel d'autres Etats membres sont engagés à réfléchir.
- 12.2.5 Le message qui émane du présent symposium et d'autres conférences et rapports du Conseil de l'Europe souligne que tout changement important - et un effort visant à éliminer les préjugés et la xénophobie dans tout le programme scolaire est un changement important - exigera:
- i. du temps (de tels changements ne prennent pas des mois mais des années);

- ii. des ressources;
- iii. une préparation rigoureuse des enseignants par le biais de la formation initiale et continue;
- iv. une souplesse dans la conception des programmes scolaires;
- v. une structure de programmes qui pourra intégrer facilement les changements;
- vi. et une stratégie de gestion et de mise en oeuvre de ce processus de changement.

ANNEXE I

INFLUENCES MUTUELLES POSITIVES

La présente annexe contient une liste des suggestions faites par les quatre groupes de travail du symposium relatives aux sujets dont on pourrait se servir dans l'enseignement pour décrire les influences mutuelles positives. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive.

1. Lignes directrices générales

- Les sujets portant sur une région peuvent se prêter assez facilement à l'examen d'influences mutuelles positives. On peut également les mettre à profit pour développer les liens et les échanges scolaires;
- l'étude des influences mutuelles positives pourrait comprendre un examen non seulement des influences passées, mais aussi des influences présentes et futures;
- la mise en lumière du rôle des individus et des réalisations d'individus ordinaires pourrait être un moyen d'aborder les liens entre différentes parties de l'Europe;
- l'étude de la manière dont les gens ont vécu et travaillé peut aider les élèves à comprendre les points communs entre différentes cultures; il s'agira de mettre l'accent sur les champs cultivés plutôt que sur les champs de bataille.

2. Une histoire et un patrimoine culturels communs

De nombreux aspects du patrimoine européen commun pourront servir à illustrer les influences mutuelles positives. La liste ci-après en contient certains exemples:

- la tradition philosophique gréco-romaine;
- les croyances et l'éthique judéo-chrétiennes;
- l'influence de l'Islam en Europe (sur l'Empire austro-hongrois par exemple);
- un patrimoine artistique commun (musique, art, etc.);
- un patrimoine architectural commun;
- l'apparition de l'Etat-nation à travers l'Europe (on abordera les expériences catholiques/protestantes, mais aussi celles de l'Est orthodoxe);

- les expériences historiques communes, comme la féodalité, les Croisades, la Réforme et la Renaissance, la Révolution Industrielle;
- les mouvements en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, comme les mouvements libéraux du XIX^e siècle, ou certains aspects de la Révolution française;
- les similarités existant dans les structures familiales et les interactions sociales.

3. Les mouvements de population et la circulation des idées dans l'histoire européenne

Un examen des schémas démographiques et des échanges d'idées en Europe et au-delà peut faciliter la compréhension d'un patrimoine européen commun. Voici quelques sujets qui pourraient servir d'illustration:

- les migrations: par exemple, l'émigration européenne vers l'Amérique qui a façonné une nouvelle nation. On pourrait également citer d'autres exemples de minorités qui se sont établies à l'étranger avec succès, à diverses époques, comme: les Huguenots en Allemagne et en Angleterre ou les Polonais au Danemark et en Allemagne;
- la diaspora juive et son rôle dans la diffusion des idées;
- les villes et les schémas démographiques;
- les transports et les communications;
- le commerce et les sites d'habitation;
- les "universitaires voyageurs" (*peregrinato*) - la libre circulation des étudiants et des enseignants en Europe, qui remonte au Moyen-Age, voire à des temps plus anciens;
- les échanges à travers les âges, par exemple la formation de femmes médecins russes en Suisse au XIX^e siècle;
- les échanges intellectuels entre cultures;
- les influences linguistiques d'une langue à l'autre;
- l'histoire des ordres monastiques depuis l'an 700 - les ordres monastiques médiévaux: les Cisterciens, les Franciscains, les Dominicains (la période médiévale a le mérite d'éviter les questions nationalistes).

4. Les liens commerciaux à travers l'Europe

L'étude des réseaux et des schémas commerciaux peut aider à faire comprendre l'interdépendance étroite des Etats européens et des liens entre l'Europe et le reste du monde. Voici quelques sujets possibles:

- les guildes commerciales au Moyen-Age;
- la Ligue hanséatique;
- Venise et la Méditerranée.

5. Progrès communs

La plupart des transformations sociales ont comporté un échange d'idées, de connaissances et de pratiques entre divers pays et régions. Toute étude du progrès social doit mettre en lumière l'importance de l'enrichissement résultant de ces échanges. On pourra étudier par exemple:

- le rôle des femmes dans la société/la conquête des droits des femmes;
- le développement des mouvements pacifistes;
- l'apparition de l'Etat-providence;
- les progrès scientifiques, médicaux et technologiques;
- les sports et les loisirs;
- les inventions;
- les transformations sociales résultant du développement agricole et industriel;
- la diffusion des connaissances.

6. Echanges bilatéraux

Pour mettre en lumière les influences mutuelles positives, on pourrait également examiner les échanges positifs qui ont eu lieu entre deux Etats, par exemple:

- les échanges entre l'Irlande et l'Angleterre: ainsi, l'Angleterre a influencé la réforme du système électoral, la réforme de la législation foncière et la réforme du système d'éducation en Irlande, tandis que l'Irlande a fourni de la main-d'œuvre à l'Angleterre, joué un rôle de premier plan dans l'armée anglaise et contribué à l'enrichissement de la littérature anglaise;

- Pierre Le Grand et ses échanges avec d'autres pays européens.

7. Autres sujets

- Le rôle de l'Armée rouge en Europe centrale et orientale (ce sujet conviendrait mieux à des élèves des classes supérieures, car il peut soulever des controverses).

ANNEXE II

Liste de projets ayant participé à la réunion de représentants de projets pilotes régionaux et multilatéraux sur l'enseignement de l'histoire à l'école (Strasbourg, juin 1995)

- Association of Castles and Museums around the Baltic Sea / Association des châteaux et musées autour de la Mer baltique
- Balkan Region History Project / Histoire de la région balkanique
- Baltic Sea Project / Projet de la Mer baltique
- Baltic States History Textbook Project / Manuel d'histoire pour les États baltes
- Blue Danube River Project / Le Projet du Danube Bleu
- Council of Europe Cultural Routes Project: "Hanseatic Sites, Routes and Monuments"/ Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe: le projet "Sites, routes et monuments hanséatiques"
- Council of Europe In-Service Training Programme for Teachers / Programme du Conseil de l'Europe pour la formation continue des enseignants
- Democracy, Human Rights and Minorities: Educational and Cultural Aspects Pilot Project No. 4: "History and Identity" Co-operation between schools of five Central European Countries (Austria, Czech Republic, Hungary, Slovak Republic, Slovenia) / Démocratie, Droits de l'Homme, Minorités: les aspects éducatifs et culturels Projet pilote n° 4: "Histoire et identité" Coopération entre des écoles de cinq pays de l'Europe centrale (Autriche, République tchèque, Hongrie, République Slovaque, Slovénie)
- European Conference for Final Year Pupils on the Paris Peace Conference and the Treaty of Versailles / Le Traité de Versailles et la Conférence de la paix de Paris: Conférence européenne d'élèves en terminale
- European Studies Project Northern Ireland / Projet d'études européennes Irlande du Nord / European Studies Senior Programme / European Studies Junior Programme / Programme des Juniors / Programme senior des études européennes

- Harmonisation and innovation in history teaching in Ibero-American States/
Harmonisation et innovation dans l'enseignement de l'histoire en Ibéro-Amérique
- Heritage Classes/ Classes du Patrimoine
- History teaching and confidence building: the case of Central and Eastern Europe /
L'enseignement de l'histoire dans les sociétés démocratiques en transition
- Local History and Minorities: Pilot Project 2: "Central Europe and the Middle Ages"
/ Histoire locale et les minorités: Projet de pilote n° 2: "L'Europe centrale et le
Moyen Age
- PHARE/EUROCLIO Project 1994-95 / Le Projet PHARE/EUROCLIO 1994-95
- Pilot Project: "School twinning and local history" / Projet pilote: "Jumelages et
histoire locale"
- Project on "The City beneath the City" / Projet sur "La ville sous la ville"
- Role-playing Project on the "Santiago de Compostela Pilgrim Ways" / Simulation
sur "les chemins de Saint-Jaques de Compostelle
- School Viking Network / Le Reseau Viking

ANNEXE III

**Liste de questions portant sur l'enseignement
de l'histoire nationale
établie par
Le stage européen d'enseignants sur
"Le rôle de l'histoire dans la formation de l'identité nationale"
York, 18-24 septembre 1995**

I. PROGRAMME SCOLAIRE

1. La manière dont votre programme scolaire décrit les réalisations et les spécificités nationales permet-elle le débat et la réflexion? Les réalisations et spécificités nationales y sont-elles replacées dans un plus large contexte et y évoque-t-on l'évolution de l'identité nationale dans le temps et dans les différentes régions du pays, les mouvements de population et les conquêtes par exemple?
2. Ce programme encourage-t-il les élèves à faire la distinction entre identité nationale et nationalisme agressif et intolérant? Privilégie-t-il les conflits et l'isolement au détriment de la coopération et des similitudes, ou inversement?
3. Ce programme évite-t-il de célébrer sous réserves les réalisations de certains groupes nationaux, telles que les succès militaires, les innovations technologiques, le développement culturel?
4. Ce programme réserve-t-il un traitement sans nuances à un petit nombre de héros et d'héroïnes nationaux? Le choix de ces héros et héroïnes se fonde-t-il sur des critères concrets permettant d'assurer une couverture équitable des lieux, des thèmes et des points de vue?
5. Ce programme est-il conçu de manière à exclure des individus ou des groupes qui font partie intégrante de l'histoire nationale, par ex. les représentants de certains groupes sociaux, culturels, religieux, économiques, ethniques ou géographiques?
6. Ce programme scolaire vous permet-il de réfléchir aux jugements portés par d'autres peuples sur votre identité nationale?
7. Ce programme se fait-il l'écho des recherches historiques récentes pouvant contribuer au débat sur l'identité nationale?

8. Ce programme permet-il aux élèves de saisir les influences qui s'exercent sur le développement et la perpétuation de l'identité nationale, comme: la manipulation à des fins politiques et économiques?
9. Ce programme permet-il aux élèves de mesurer l'influence que le choix des témoignages, les sources disponibles et les valeurs qui sont celles des historiens ont sur les interprétations du passé?
10. Ce programme propose-t-il une définition claire et justifiable de l'identité nationale?
11. Ce programme prend-il acte de l'apport spécifique de l'histoire à tout enseignement touchant l'identité nationale et des rapports qu'elle entretient avec d'autres disciplines jouant également un rôle dans cette formation?

II. DOCUMENTATION

12. Les moyens didactiques mis en oeuvre reflètent-ils les recherches historiques récentes pouvant contribuer au débat sur l'identité nationale?
13. Permettent-ils aux élèves de mesurer l'influence que le choix des témoignages, les sources disponibles et les valeurs qui sont celles des historiens ont sur les interprétations du passé?
14. Traitent-ils l'identité nationale des autres peuples d'une manière primitive et simpliste, en les présentant comme inférieurs?
15. Donne-t-on aux élèves la possibilité d'évaluer la manière dont les autres nations sont présentées dans les documents?
16. Certains peuples ou groupes présents dans un état nation sont-ils décrits comme une source de difficultés ou appréciés pour leurs contributions positives à l'histoire nationale?
17. L'éventail des ressources est-il suffisamment vaste pour éviter une interprétation étroite de l'identité nationale?
18. Les documents sont-ils exacts et les jugements qu'ils contiennent sont-ils solidement étayés?
19. Les documents contiennent-ils des traces d'une phraséologie injurieuse ou grossière ? Y abuse-t-on de généralisations vagues?
20. Les documents se servent-ils des réalisations du passé pour encenser et justifier l'actuelle répartition du pouvoir entre les groupes dans d'un Etat national?
21. Utilisez-vous une documentation très variée qui reflète les différentes interprétations des

identités nationales?

III. ACTIVITES EN CLASSE

22. Votre enseignement permet-il aux élèves de saisir les influences qui s'exercent sur le développement et la perpétuation de l'identité nationale, comme: la manipulation à des fins politiques et économiques?
23. Comment les enseignants procèdent-ils pour connaître la vision que leurs élèves ont de l'identité nationale?
24. Comment instaurez-vous, en classe, un climat propice à la libre expression des opinions et jugements sur l'identité nationale?
25. Quelle démarche adoptez-vous pour récuser les opinions inspirées de positions extrémistes ou d'informations tendancieuses sur les différentes identités nationales?
26. Comment développez-vous chez vos élèves le respect des preuves historiques et la capacité d'analyser et d'aborder de manière critique les questions liées à l'identité nationale?
27. Menez-vous une réflexion sur votre propre pratique et comment identifiez-vous les stéréotypes, les préjugés et les omissions de certains points d'histoire liés à l'identité nationale?
28. Comment l'évaluation de votre pratique en classe vous permet-elle de vérifier si vos actes s'accordent avec vos intentions?
29. Comment abordez-vous l'enseignement des légendes et mythes nationaux?

IV. FORMATION DES ENSEIGNANTS ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

30. Les formateurs d'enseignants et les enseignants eux-mêmes prennent-ils conscience de leurs propres attitudes et de leurs propres valeurs lorsqu'ils abordent les thèmes liés à l'identité nationale?
31. La formation et le perfectionnement des enseignants leur offrent-ils des occasions de mener une réflexion sur les thèmes liés à l'évolution de l'identité nationale?

ANNEXE IV

EUROCLIO: Recommandations pour le Symposium de Prague

EUROCLIO, la Conférence permanente Européen des Associations de Professeurs d'Histoire permet au professeurs européens d'apprécier aussi bien la diversité que l'unité d'un enseignement de l'histoire confronté aux changements toujours plus rapides survenus ces dernières années.

Nous demandons au Conseil de l'Europe de:

1. faire prendre conscience aux gouvernements de l'importance de la formation continue dans l'enseignement de l'histoire. Les enseignants sont un des principaux agents du processus de développement de la compréhension mutuelle chez les jeunes en Europe. Les gouvernements nationaux doivent donner la possibilité aux professeurs d'histoire de prendre part à des cours, des conférences et des séminaires nationaux et internationaux qui leurs sont destinés et faciliter leur participation à ces réunions.
2. demander aux gouvernements nationaux d'offrir des opportunités pour développer la dimension européenne dans l'enseignement de l'histoire. La formation continue des professeurs d'histoire a une importance vitale pour la qualité de l'enseignement de l'histoire, d'autant plus que l'accélération des changements exige des connaissances, des approches et des méthodes nouvelles. La création de nouveaux manuels et de tout autre matériel d'enseignement tenant compte de points de vue multiples est importante, en particulier pour l'histoire du XXe siècle.
3. développer davantage les conditions favorables à l'introduction, au développement et à l'implantation des nouvelles technologies de communication et d'information dans les classes d'histoire.
4. inviter les gouvernements nationaux à inclure dans leurs nouveaux programmes d'histoire des domaines comme l'histoire des femmes, des groupes ethniques, des enfants, des droits de l'homme et de la compréhension mutuelle. Les encourager à lutter contre le nationalisme, la xénophobie et le racisme dans l'enseignement de l'histoire.
5. inviter les gouvernements nationaux à renforcer leurs liens avec les Associations de professeurs d'histoire qui sont des partenaires essentiels pour améliorer l'enseignement de l'histoire et la compréhension mutuelle en Europe à travers EUROCLIO. Le partenariat avec les Associations de professeurs d'histoire devrait être particulièrement effectif dans l'étude et la mise au point de nouveaux programmes, la création de matériel d'enseignement et la formation continue qui prennent en compte la dimension européenne.

6. étudier tout spécialement la manière dont les publications du Conseil de l'Europe pourraient être distribuées plus efficacement jusqu'au niveau des écoles. Actuellement beaucoup de publications importantes semblent rester dans les agences nationales. EUROCLIO pourrait apporter ici sa collaboration.
7. souligner l'importance de l'enseignement de l'histoire pour favoriser davantage non seulement la compréhension mutuelle, mais aussi le développement des valeurs démocratiques en Europe. Mettre en évidence les difficultés que les professeurs d'histoire rencontrent actuellement: tandis les objectifs des programmes nationaux deviennent de plus en plus ambitieux, le temps dévolu à l'histoire dans les écoles diminue. De même, les méthodes d'évaluation doivent devenir plus souples.

ANNEXE V

Programme du Symposium

MARDI 24 OCTOBRE

Arrivée des participants et inscriptions à l'Hôtel Olšanka

18.30 Depart des participants de l'Hôtel Olšanka pour la séance d'ouverture du Symposium au Ministère de l'Education, de la Jeunesse et du Sport (Palais Rohan), Karmelitská 7, Prague 1

19.00 **Session plénière**

Allocations de bienvenue par:

- (i) le Ministre de l'Education de République tchèque ou son représentant
- (ii) M. Maitland STOBART, Directeur adjoint de l'Enseignement, de la Culture et du Sport du Conseil de l'Europe

Repas de bienvenue

MERCREDI 25 OCTOBRE

09.30 - 10.45 **Session plénière**

Conférence introductive sur "La compréhension mutuelle et l'histoire européenne" par le Professeur Oto URBAN, Faculté de philosophie, Charles University

Discussion

10.45 - 11.15 Pause

11.15 - 11.30 **Présentation sur les buts et résultats du Symposium** par M. Maitland STOBART, Directeur adjoint de l'Enseignement, de la Culture et du Sport du Conseil de l'Europe

11.30 - 13.00 Groupes de travail

13.00 - 15.00 Déjeuner

(14.30 - 15.00 Réunion des présidents et rapporteurs des Groupes de travail avec le Rapporteur Général et le Secrétariat)

15.00 - 16.30 **Session plénière**

Présentations sur "**L'apprentissage de l'histoire des jeunes**" par:

- (i) M François AUDIGIER, Institut National de Recherche Pédagogique, Paris, Rapporteur de la réunion du Conseil de l'Europe sur "La recherche en matière de l'apprentissage et l'enseignement de l'histoire"
- (ii) Dr Otto ZWETTLER, Faculté de l'Education de l'Université de Masaryk, Brno, qui fera une présentation sur le Projet "Jeunesse et histoire";

Discussion

16.30 - 17.00 Pause

17.00 - 18.00 Groupes de travail

19.30 Dîner

Soirée libre

JEUDI 26 OCTOBRE

09.30 - 11.00 **Session plénière**

Table ronde sur "**Les influences mutuelles positives dans l'histoire européenne**" dirigée par:

- (i) Dr Manuela MARIN, Directeur adjoint de l'Institut de Philologie, Madrid, qui fera une présentation sur Al Andalus;
- (ii) Dr Gun WESTHOLM, Directeur adjoint du Musée historique, Gotland, qui fera une présentation sur La Hanse;
- (iii) Dr Helena KREJ_OVÁ, Institut pour l'histoire contemporaine,

Académie tchèque des Sciences, qui fera une présentation sur les Juifs de Prague.

Discussion

11.00 - 11.30

Pause

11.30 - 13.00

Groupes de travail

13.00 - 14.00

Déjeuner

14.00 - 16.30

Visite du quartier juif de Prague

16.30 - 17.00

Pause

17.00 - 18.30

Session plénière

Table ronde sur "Approches à l'enseignement de l'histoire nationale et européenne" dirigée par:

- (i) Mme Susan BENNETT, Professional Officer for History, School Curriculum and Assessment Authority, Royaume-Uni, qui fera une présentation sur les conclusions du Séminaire européen d'enseignants sur "Le rôle de l'histoire dans la formation de l'identité nationale (York, 18-24 septembre 1995);
- (ii) M. Paul VANDEPITTE, EUROCLIO, qui fera une présentation sur "Les approches à l'enseignement de l'histoire nationale et européenne - les perceptions d'un représentant d'une association d'enseignants de l'histoire";
- (iii) M. Herbert SPECHT, Ecoles Européennes, qui fera une présentation sur "l'approche des Ecoles Européennes à l'enseignement de l'histoire de l'Europe".

Discussion

(18.30 - 19.00 Réunion des présidents et rapporteurs des Groupes de travail avec le Rapporteur Général et le Secrétariat)

19.00 - 20.00

Dîner

20.00 - 21.30

Groupes de travail

VENDREDI 27 OCTOBRE

09.00 - 11.00	Groupes de travail
11.00 - 11.30	Pause
11.30 - 13.00	Groupes de travail
13.00 - 14.30	Déjeuner
14.30 - 18.00	Session libre pour tous les participants sauf le Rapporteur Général, les rapporteurs des Groupes de travail, le Secrétariat du Conseil de l'Europe et les organisateurs tchèques (préparation des rapports de groupes et des conclusions générales)
18.00	Dîner
19.00	Théâtre nationale pour l'Opéra "la Petite Renarde rusée" de Leoš Janáček

SAMEDI 28 OCTOBRE

09.30 - 10.30	Session plénière Présentation des rapports des Groupes de travail; Questions de clarification et commentaires
10.30 - 11.00	Pause
11.00 - 13.00	Session plénière i. résumé par le Rapporteur Général, Dr R. STRADLING, Directeur adjoint des Etudes et Evaluations, Fondation Nationale pour la Recherche Pédagogique, Angleterre et Pays de Galles; ii. allocutions de clôture par le représentant du Ministère de l'Education tchèque et du Conseil de l'Europe.
13.00	Déjeuner
Après-midi	Visite guidée de la ville de Prague en bus
19.00	Dîner

DIMANCHE 29 OCTOBRE

Départ des participants

12.30

Déjeuner

Départ des participants

ANNEXE VI

Liste des participants

CHAIRMAN/PRESIDENT

Mr Derek PATON, Institute for Contemporary History, Czech Academy of Science, Vlašská 9, CZ - 118 00 PRAHA 1, Czech Republic

Tel: 42 2 53 90 72

Fax: 42 2 53 90 72

Working language: E

GENERAL RAPPORTEUR/RAPPORTEUR GENERAL

Dr Robert STRADLING, Deputy Head, Evaluation and Policy Studies, NFER, The Mere, Upton Park, GB - SLOUGH SL1 2DQ, Berkshire

Tel: 44 1753 57 41 23

Fax: 44 1753 69 16 32

Working language: E

SPEAKERS/CONFERENCIERS

Professor Dr Oto URBAN, Faculty of Philosophy, Charles University, nám. J. Palacha 2, 110 00 PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 261 264/248 111 26 / 204

Fax: 42 2 24 81 21 66

Working language: E

Dr Gun WESTHOLM, Co-ordinator "Hanseatic Sites, Routes and Monuments", Gotlands Fornsal, Mellangatan 19, S - 62156 VISBY, Sweden

Tel: 46 498 24 70 10

fax: 46 498 24 83 25

Working language: E

Dr Manuela MARIN, Deputy Director, Instituto de Filologia, Consejo Superior de Investigaciones Cientificas, Departamento de Estudios Arabes, Duque de Medinaceli n° 6, E - 28014 MADRID, Spain

Tel: 34 1 429 06 26 (ext. 2402)

Fax: 34 1 369 09 40

Working language: E/F

M. François AUDIGIER, Professeur chargé d'études, Responsable de l'Unité de recherche pour les didactiques de l'histoire, de la géographie, des sciences sociales, INRP - Département Didactiques des Disciplines, 29 rue d'Ulm, F - 75320 PARIS CEDEX 05, France

Tel: 16 1 46 34 90 88

Fax: 16 1 43 54 32 01

Langue de travail: F

Professor OTTO ZWETTLER, Head of the Department, Faculty of Education, Masaryk University,
Poříčí 7, CZ - 603 00 BRNO, Czech Republic
Tel: 42 5 433 21 216 Fax: 42 5 432 11 103 / 432 11 217
Working language: E

Dr Helena KREJČOVÁ, Institute for Contemporary History, Czech Academy of Science, Vlášská ul.
9, 118 00 PRAGUE 1, Czech Republic
Tel: 42 2 243 11 159 Fax: 42 2 53 90 72
Working language: E

CDCC MEMBER STATES/ETATS MEMBRES DU CDCC

ALBANIA/ALBANIE

Ms Natasha LEKA, Inspector responsible for history, Ministry of Education, Rruga Kongresi
Permetit 23, TIRANA, Albania
Tel: 355 42 222 60 Fax: 355 42 222 60 / 320 02
Working language: E

Ms Miha SHEHU, Inspector, Educational Department, TIRANA, Albania
Tel: 355 21 62
Working language: E

AUSTRIA/AUTRICHE

Ms Mag. Gerda HOHENWARTER, Institut für Geschichte, Abteilung für Didaktik des
Geschichtsunterrichts, Heinrichstrasse 26/III, A - 8010 GRAZ, Austria
Tel: 43 316 380 23 62 Fax: 43 316 32 33 79
Working language: E
(Private address: Brahmstr. 71, A - 8010 GRAZ)

BELARUS

Dr Sergey SHAVRUK, Assistant Minister, Ministry of Education, Sovetskaya St. 9, 220010
MINSK, Belarus
Tel: 375 172 29 64 58 Fax: 375 172 20 84 83
Working language: E

BELGIUM/BELGIQUE

French Community/Communauté française

Mme Danielle LECLERCQ, Professeur d'histoire/Animatrice en formation continue, rue de Dolembreux 9, B - 4130 ESNEUX, Belgique
Tel: 32 85 93 19 32/32 41 80 33 37 (privé) Fax: 32 85 23 16 76
Langue de travail: F

BOSNIA-HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Tomislav IŠEK, Scientific Adviser, Historical Institute in Sarajevo, Getouva 15, 71000 SARAJEVO, Bosnia-Herzegovina
Tel: 387 71 663 691 Fax: 387 71 663 693
Langue de travail: F

BULGARIA/BULGARIE

Mme Roumiana TZVETKOVA, Regional History Inspector for Vratza, C/o Ministry of Education, Science and Technology, blvd Dondoukov 2A, 1000 SOFIA, Bulgaria
Tel/Fax: 359 2 88 49 74
Working language: E

CROATIA/CROATIE

Ms Zvezdana SIKIRI_, Assistant, Institute for Croatian History, Faculty of Philosophy, University of Zagreb, Kr_ka 1, 10000 ZAGREB, Croatia
Tel: 385 1 45 55 059/275 276 Fax: 385 1 275 276
Working language: E/F
(Private address: Juriši_eva 5, 10000 ZAGREB)

CYPRUS/CHYPRE

Mr Avraam SEPOS, Inspector of Secondary Schools, Evanthous 8, Acropolis, NICOSIA, Cyprus
Tel: 357 2 496 091 Fax: 357 2 44 35 15
Working language: E

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Miroslav BARTOŠEK, Deputy Minister for Primary and Secondary Education, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12 PRAGUE 1, Czech Republic
Tel: 42 2 519 36 91 Fax: 42 2 519 37 94
Working language: E

Mr Zdeněk BENEŠ, Faculty of Philosophy, Charles University, nám J. Palacha 2, CZ - 110 00 PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 261 264

Fax: 42 2 248 11 126 / 204

Working language: G

Mr Pavel CINK, Director of Division for Language Education, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12 PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 519 32 53

Fax: 42 2 519 37 94

Working language: E

Mr Vratislav APEK, University's Professor, Národní obrany 9, CZ - 160 00 PRAGUE 6, Czech Republic

Tel: 42 2 327 82 34

Mrs Jarmila FUKOVÁ, Department of Secondary and Higher Education, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12 PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 519 32 29

Fax: 42 2 519 37 90

Ms Marie HOMEROVÁ, Jan Kepler's Gymnasium (Secondary School), Parléova 2, CZ - 160 00 PRAGUE 6, Czech Republic

Tel: 42 2 352 546

Working language: E

Ms Helena MANDELOVÁ, Gymnasium (Secondary School), Vodňanská 2, CZ - 100 00 PRAGUE 10, Czech Republic

Tel: 42 2 781 76 55

Working language: E

Mr František MRÁZEK, Gymnasium (Secondary School), CZ -390 01 TABOR, Czech Republic
(Private address: Kameritova 1597, 390 01 TABOR)

Tel: 42 361 252 142 / 42 361 252 206

Fax: 42 361 22 136

Langue de travail: F

Mr Václav ULVR, F. X. Šalda's Gymnasium, Partyzánská 530, CZ - 460 11 LIBEREC 11, Czech Republic

Tel: 42 48 423 077

Fax: 42 48 251 34

Working language: E

DENMARK/DANEMARK

Ms Birgitte WARMING, Subject advisor in history, Ministry of Education, Department of Primary and Lower Secondary Education, Frederiksholms Kanal 25D, DK - 1220 COPENHAGEN K, Denmark

(Private address: Pilekaeret 2B, DK - 2840 HOLTE, Denmark, Tel: 45 80 77 90)

Tel: 45 3392 55 67

Fax: 45 3392 50 00

Working language: E

Ms Bente THOMSEN, Senior upper secondary school teacher, Thyrasvej 11, DK - 3630 JAEGERSPRIS, Denmark

Tel: 45 47 53 18 11

Fax: 45 48 79 84 07

Working language: E

ESTONIA/ESTONIE

Ms Mare OJA, Adviser on history, State Board of Education, Curriculum Department, 23 Sakata St., EE0001 TALLINN, Estonia

Tel: 372 6 44 45 91

Fax: 372 6 31 15 05

Working language: E

FINLAND/FINLANDE

Mr Pekka LUOMA, Headteacher, Senior teacher of history, Sänkätie 14A, SF - 00390 HELSINKI, Finland

Tel: 358 0 362 230 (office) 358 0 543 411 (home)

Fax: 358 0 366 036

Working language: E

FRANCE

Mme Gisèle DESSIEUX, Inspection générale de l'Education nationale (Groupe histoire et géographie), Ministère de l'Education nationale, 82 rue de Lille, F - 75357 PARIS 07 SP, France

Tel: 16 1 49 55 25 68

Fax: 16 1 45 55 56 32

(Adresse privé: 143 bd Raspail, F - 75006 PARIS / Tel: 16 1 43 29 83 37)

Langue de travail: F

GERMANY/ALLEMAGNE

Mrs Hilda ROHMER-STÄNNER, Head of Department for Curriculum Development, In-Service Teacher Training and Authorisation of Textbooks, Ministerium für Bildung, Jugend und Sport, Heinrich-Mann-Allee 107, D - 14460 POTSDAM, Germany

Tel: 49 331 866 36 76

Fax: 49 331 866 36 60

Working language: E

GREECE/GRECE

Mr Fanourios VOROS, Adviser, Pedagogical Institute, Dios str. 8, Pikermi, GR - 19008 ATHENS, Greece

Tel: 30 1 603 96 78

Fax: 30 1 601 63 88

Working language: E

HOLY SEE/SAINT-SIEGE

Rev. P. Josep BENITEZ, s.j., Professeur d'histoire moderne, Université Pontificale Grégorienne, Piazza della Pilotta 4, I - 00187 ROME, Italie

Tel: 39 6 67 01 54 55

Fax: 39 6 67 01 54 13

Langue de travail: F

HUNGARY/HONGRIE

Mr Zoltán ZARANDY, Policy Adviser, Department for Public Educational Development and Research, Ministry of Culture and Education, Szalay u. 10-14, H - 1884 BUDAPEST, Hungary

Tel: 36 1 331 75 75

Fax: 36 1 331 75 75 / 331 05 99

Working language: E

IRELAND/IRLANDE

Mr Tomás Ó CONAILL, Assistant Chief Inspector, Department of Education, Floor 11, Hawkins House, Hawkins Street, IRL - DUBLIN 2, Ireland

Tel: 353 1 873 47 00 ext. 2599

Fax: 353 1 671 52 70

Working language: E

ITALY/ITALIE

Mme Annalisa MILLETTI, Membre, Commission d'Etude pour la restructuration des programmes, Ministère de l'Education, Via Ippolito Nievo 35, I - 00186 ROMA, Italie

Tel: 39 6 584 95 850

Fax: 39 6 688 02 701

Langue de travail: F

(adresse privé: Via di Monte Brianzo 56, I - 00186 ROMA / Tel: 39 6 686 77 90)

LATVIA/LETTONIE

Mr Valdis KLISANS, Senior Desk Officer, History expert, Centre of Curriculum and Examination, Ministry of Education and Science, Valnu iela 2, LV - 1098 RIGA, Latvia

Tel: 371 2 721 64 27

Fax: 371 2 21 39 92

Working language: E

LIECHTENSTEIN

M. Helmut KONRAD, History/German Teacher, Liechtensteinisches Gymnasium, Marianumstrasse 45, FL - 9490 VADUZ, Liechtenstein

Tel: 41 75 232 30 38

Fax: 41 75 232 67 21

(Private address: Im Fetzer 46, FL - 9494 SCHAAN, Liechtenstein / tel: 41 75 232 75 71)

Working language: E

APOLOGISED FOR ABSENCE/EXCUSE

LITHUANIA/LITUANIE

Mr Girvydas DUOBLYS, Training Officer, Lithuanian Centre for Human Rights, Gedimino 22, VILNIUS, Lithuania

Tel: 370 2 62 88 58

Fax: 370 2 62 89 60

Working language: E

LUXEMBOURG

Monsieur Armand THILL, Président, Commission Nationale pour les programmes de l'histoire, 24 bd Pierre Dupong, L - 1430 Luxembourg

Tel: 352 44 02 49

Fax: 352

Langue de travail: F

(Private address: 24 Rue des Eglantiers, L - 8227 MAMER tel/fax: 352 31 91 73)

MALTA/MALTE

Mr George CALLEJA, Education Officer, 6 Castle Street, Victoria, GOZO, Malta

Tel: 356 55 67 70

Fax: 356 55 80 37

Working language: E

MOLDOVA

Mme Valentina HAHEU, Chef du Laboratoire des Sciences Socio-Humaines, Institut des Sciences Pédagogiques et Psychologiques, Ministerul Invatamintului al Republicii, Piata Marii Adunari Nationale 1, 277033 CHISINAU, Moldova

Tel: 373 2 62 58 14

Fax: 373 2 23 35 15

Langue de travail: F

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Mr Rob BOUDEWYN, Historian, Europees Platform voor het Nederlands Onderwijs (European Platform for Dutch Education), Nassavplein 8, NL - GM ALKMAAR, The Netherlands

Tel: 31 72 51 185 02

Fax: 31 72 51 512 21

Working language: E

NORWAY/NORVEGE

Mr Erik LUND, Senior Lecturer, Ostfold College, Remmen, N - 1783 HALDEN, Norway
Tel: 47 69 18 44 44 Fax: 47 69 18 11 54
Working language: E

POLAND/POLOGNE

Mr Piotr UNGER, PhD, Chief Inspector, Department of General Education and Pedagogical Supervision, Ministry of National Education, Al. Szucha 25, PL - 00918 WARSAW, Poland
Tel: 48 2 628 91 28 Fax: 48 2 621 31 60
Working language: E

PORTUGAL

Mr Julio Rolando COELHO, Educational Officer, Departemento do Ensino Secundário, Av. da Boavista 992-5º, P - 4100 PORTO, Portugal
Tel: 351 2 600 60 90 Fax: 351 2 600 67 75
Langue de travail: F

ROMANIA/ROUMANIE

Professeur Dr Constantin BU_E, Vice-Recteur, Université de Bucarest, 64 Bd Mihail Kogalniceanu, RO - 70609 BUCAREST, Roumanie
Tel: 40 1 614 80 30 Fax: 40 1 613 17 60
Langue de travail: F

Mr Mihail DOBRE, Desk Officer for the Council of Europe, Ministry of Foreign Affairs, 14 rue Modrogan, BUCHAREST, Romania
Tel/Fax: 40 1 312 75 78
Working language: E

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Dr Jana HUTTOVÁ, Teacher, Gymnazium Jura Hronca, Novohradska 1, 82109 BRATISLAVA, Slovak Republic
Tel: 42 7 329 725 Fax: 42 7 329 725
Working language: E
(Private address: Wilsonova 2, 81107 BRATISLAVA)

Dr Elena GUŠTAF_KOVÁ, Director of Secondary Education, Ministry of Education, Hlbokà 2, 813
30 BRATISLAVA, Slovak Republic

Tel: 42 7 49 80 79

Fax: 42 7 49 72 28

Working language: E

SLOVENIA/SLOVENIE

Prof. Ana Nuša KERN, Expert on history teaching in schools/Senior Adviser, Board of Education of
the Republic of Slovenia, Srednja Šola "Rudolfa Maistra", Novi trg 41a, 61240 KAMNIK, Slovenia

Tel: 386 61 817 210/817 465/817 494/817 516/817 538/831 064/

Fax: 386 61 817 114

Working language: E

(Private address: Drnovo 12, 61241 KAMNIK, Slovenia)

SPAIN/ESPAGNE

Mme Carmen GONZALEZ MUNOZ, Inspectora de Educacion, Ministerio de Educacion y Ciencia,
Subdireccion General de Ordenacion Academica, Los Madrazo 17, 3º Planta, E - 28104 MADRID,
Espagne

Tel: 34 1 522 11 00 ext. 43 11

Fax: 34 1 521 37 75 / 522 92 56

Langue de travail: F

SWEDEN/SUEDE

Ms Margareta RÖNNBÄCK, Director of Education, National Agency for Education, S - 160 20
STOCKHOLM, Sweden

Tel: 46 8 723 32 92

Fax: 46 8 24 44 20

Working language: E

SWITZERLAND/SUISSE

Monsieur Claude-Alain CLERC, Vice-Président Société Suisse des Professeurs d'Histoire, Vice-
Président d'EUROCLIO, 11 rue des Longchamps, CH - 2014 BOLE, Suisse

Tel/Fax: 41 38 42 59 15

Langue de travail: F

UKRAINE

Ms Nataliya TEPLOUHOVA, Leading Specialist, Head of Department of Secondary Education,
Ministry of Education, 10 Peremogy Ave., 252135 KIEV, Ukraine

Tel: 380 44 216 75 50

Fax: 380 44 216 28 49

Working language: E

Mr Leonid KONDRATYK

UNITED KINGDOM/ROYAUME UNI

Ms Sue BENNETT, Professional Officer for History, School Curriculum and Assessment Authority,
Newcombe House, 45 Notting Hill Gate, GB - LONDON W11 3JB, United Kingdom
Tel: 44 171 243 92 94 Fax: 44 171 221 22 33
Working language: E

Mr Mark McLAUGHLIN, HMI, Office for Standards in Education, Birmingham Regional Office,
Calthorpe House, Hagley Road, GB - BIRMINGHAM B16 8QS, United Kingdom
Tel: 44 121 455 98 55 Fax: 44 121 456 14 20
Working language: E

Mr Lachlan MacCALLUM, HM Staff Inspector of Schools (Scotland), HM Inspector of Schools
Office, Saughton House, Room H1 - 12, Broomhouse Drive, GB - EDINBURGH EH11 3XD,
United Kingdom
Tel: 44 131 244 84 40 Fax: 44 131 244 84 24
Working language: E

Mr Daniel McCALL, Schools Inspector, Education and Training Inspectorate, Inspectorate Support
Branch, Department of Education Northern Ireland, Rathgael House, Balloo Road, BANGOR BT19
7PR, County Down, Northern Ireland
44 1247 27 97 23 Fax: 44 1247 27 91 00
Working language: E

COUNCIL OF EUROPE

**Committee of Culture, Education and the Media of the Congress of Local and Regional
Authorities of Europe/Commission de la Culture, de l'Education et des Médias du Congrès des
pouvoirs locaux et régionaux d'Europe**

Mr Jan MANS, Mayor of Enschede, Postbus 20, NL - AA ENSCHEDE, The Netherlands
Tel: 31 53 81 20 10 Fax: 31 53 81 16 29
Working language: E

OBSERVERS/OBSERVATEURS

REPUBLIC OF GEORGIA/REPUBLIQUE DE LA GEORGIE

Dr Erekle ASTAKHISHVILI, C/o Mr George SHARVASHIDZE, Deputy Minister, Ministry of
Education of Georgia, 52 D. Uznadze St., TBILISI 380002, Georgia
Tel: 995 8832 956 395 Fax: 995 8832 77 00 73
Working language: E
(Private address: 1 Chavchavadze Avenue, 38028 TBILISI, Georgia)

EXPERTS

Ms Frances RAFFERTY, Foreign Editor, The Times Educational Supplement, Admiral House, 66-68 East Smithfield, GB - LONDON E1 9XY

Tel: 44 171 782 32 17

Fax: 44 171 782 32 00

Working language: E

(Private address: Flat 4, Leverton Street, GB - LONDON NW5 2PG)

Mr Anatoly GOLOVATENKO, "1st of September" History Supplement, 11/4 Maroseika Street, RF - MOSCOW 101000, Russian Federation

Tel: 70 95 928 01 14 / 70 95 200 10 49

Fax: 70 95 924 54 34 / 921 66 45

Working language: E

Ms Susan MARLING, BBC Journalist, 21 St Paul's Place, Islington, GB - LONDON N1 2QF, United Kingdom

Tel/Fax: 44 171 226 97 88

Working language: E

Ms Frances CAIRNCROSS, BBC Journalist, 6 Canonbury Lane, GB - LONDON N1, United Kingdom

Tel: 44 171 839 9125

Fax: 44 171 839 2968

Working language: E

NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

Grouping of NGOs interested in Education - Working Group on History Teaching/Régroupement des ONG intéressés au secteur éducation - Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire

Mme Anne-Marie FRANCHI, Vice-Président déléguée, Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente, 3 rue Récamier, F - 75341 PARIS CEDEX 07, France

Tel: 16 1 43 58 97 48

Fax: 16 1 43 58 97 34

Langue de travail: F

Consortium of Institutions for Development and Research in Education (CIDREE)

Dr Denis STEWART, Director (Curriculum Review), Scottish Consultative Council on the Curriculum, Gardyne Road, Broughty Ferry, GB - DUNDEE DD5 1NY, Scotland, United Kingdom

Tel 44 1382 455 053

Fax: 44 1382 455 046

Working language: E

Education International/Internationale de l'Education

Mr Jan ERDTSIECK, Consultant, Education International, 155, Blvd Emile Jaqmain, B - 1210 BRUSSELS, Belgium
(Private address: De Batenburg 59, NL - 3761 AX SOEST, The Netherlands)
Tel: 31 2155 25 278 Fax: 32 2 224 06 06
Working language: E/F

European Standing Conference of History Teachers' Associations/Conférence permanente Européenne des Associations de Professeurs d'histoire (EUROCLIO)

Ms Hélène EDGREN, MA, Member of the Board of EUROCLIO, Syslomagatan 24, S - 112 41 STOCKHOLM, Sweden
Tel: 46 8 653 48 42 Fax: 46 8 718 98 22
Working language: E

Mr Paul VANDEPITTE, Driesstraat 9, B - 8700 TIELT, Belgique
Tel/Fax: 32 51 401 700
Langue de travail: F/E

European Schools/Ecoles européennes

Mr Herbert SPECHT, Professeur à l'Ecole Européenne I, Av. du vert chasseur 46, B - 1180 BRUSSELS, Belgium
Tel: 32 2 375 97 31 Fax: 32 2 375 47 16
Langue de travail: F/E
(Adresse privé: 22 Avenue des Astronomes, B - 1180 BRUXELLES)

Georg-Eckert Institute for International Textbook Research/l'Institut Georg Eckert - Centre international de recherches sur les manuels scolaires

Mr Robert LUFT, Managing Director, Collegium Carolinum e.v., Hochstr. 8/II, D - 81669 MUNICH, Germany
Fax: 49 89 448 83 93 Fax: 49 89 486 196
Working language: E

International Baccalaureate/Baccalauréat International

Mr John LAVER, Curriculum Support Manager, International Baccalaureate, Pascal Close, St. Mellons, GB - CARDIFF, South Glamorgan, Wales CF3 0YP, United Kingdom
Tel: 44 1222 77 07 70 Fax: 44 1222 77 03 33
Working language: E

International Society for History Didactics

Prof. Dr Karl FILSER, Lehrstuhl für Didaktik der Geschichte, Philosophische Fakultät II,
Universität Augsburg, Universitätsstr. 10, D - 8900 AUGSBURG, Germany

Tel: 49 821 812 401

Fax: 49 821 88 29 54

Working language: E

CZECH OBSERVERS/OBSERVATEURS TCHEQUES

Mr Václav BERKOVEC, Research Institute for Pedagogics, Strojírenská 386, CZ - 155 21
PRAGUE 5 -Zli_ín, Czech Republic

42 2 301 18 78

Fax: 42 2 301 11 13

Ms Maria BEZCHLEBOVÁ, Research Institute of Professional Education, Pod stanicí 1144/2, CZ -
102 00 PRAGUE 10 - Hostiva_, Czech Republic

Tel: 42 2 786 22 51 / 786 52 49

Fax: 42 2 786 33 80

Mr Petr _ORNEJ, Faculty of Education, Charles University, M.D. Rettigové 4, CZ - 110 00
PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 249 156 17 / 21 01

Mr Bohuslav DVO_ÁK, Academic Gymnasium (Secondary School), Št_pánská 22, CZ - 110 00
PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 242 17 029/242 19 612

Ms Milena FLEISSNEROVÁ, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12
PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 519 32 16

Ms Bla_ena GRATCOVÁ, Faculty of Philosophy, University in Ostrava, Reální 5, CZ - 700 01
OSTRAVA 1, Czech Republic

Tel: 42 69 611 31 21

Mrs Dagmar HAVLOVÁ, Lucerna - Barrandov, Št_pánská 65, CZ - 110 00 PRAGUE 1, Czech
Republic

Tel: 42 2 24 22 45 37

Fax: 42 2 242 10 324

Mr Alfred HYNA, Faculty of Education, University of West Bohemia, Sedlá_kova 38, CZ - 306 18
PLZE_, Czech Republic

Tel: 42 19 379 51

Ms Marta KOHÁROVÁ, Department of History, Pedagogical Faculty, School of Pedagogy, CZ - 50
000 HRADEC KRÁLOVÉ, Czech Republic

Tel: 42 49 27 021 ext. 59

Ms Jana KOHNOVÁ, Institute of Development of Education, Charles University, Myslíkova 7, CZ
-110 00 PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 24 91 49 80

Fax: 42 2 295 561

Mrs Eliška KUNSTOVÁ, Gymnasium (Secondary School), Nad alejí 1952, CZ - 162 00 PRAGUE
6, Czech Republic

Tel: 42 2 36 05 41 2

Ms Milena LENDEROVÁ, Faculty of Education, University of South Bohemia, Jeronymova 10, CZ
- 371 15 _ESKE BUD _JOVICE, Czech Republic

Tel: 42 38 73 12 187

Ms Jarmila SAVICKÁ, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12
PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 519 32 72

Ms Marie VRBOVÁ, Ministry of Education, Youth and Sports, Karmelitská 7, CZ - 118 12
PRAGUE 1, Czech Republic

Tel: 42 2 519 37 28

ORGANISING COMMITTEE/COMITE D'ORGANISATION

Dr Marie HOMEROVÁ, Johannes Kepler Gymnazium, Parlé_ova 2, 169 00 PRAGUE 6

Working language: E

Dr Helena MANDELOVÁ, Representative of the Czech History Teachers' Association,
Gymnazium, Vod_radská, 100 00 PRAGUE 10

Working language: E

Dr Zden_k BENEŠ, Institute of Czech History, Faculty of Philosophy, Charles University, nám. J.
Palacha 2, 116 38 PRAGUE 1

Tel: 42 2 24 81 11 26

Fax: 42 2 24 81 21 66

Working language: E

Professor OTTO ZWETTLER, Head of the Department, Faculty of Education, Masaryk University,
Po_í_í 7, CZ - 603 00 BRNO, Czech Republic

Tel: 42 5 433 21 216

Fax: 42 5 432 11 103 / 432 11 217

Working language: E

Ms Alena SPEJCHALOVÁ, Head of Section for International Co-operation, Ministry of Education,
Youth and Sport of the Czech Republic, Karmelitská 7, 118 12 PRAGUE 1

Tel: 42 2 519 33 79

Fax: 42 2 519 33 97

Working language: E

Ms Eva URBANOVÁ, Section for International Co-operation, Ministry of Education, Youth and Sport of the Czech Republic, Karmelitská 7, 118 12 PRAGUE 1

Tel: 42 2 519 33 79

Fax: 42 2 519 33 97

Working language: E

Ms Dana NE_ÁSKOVÁ, Section for International Co-operation, Ministry of Education, Youth and Sport of the Czech Republic, Karmelitská 7, 118 12 PRAGUE 1

Tel: 42 2 519 33 79

Fax: 42 2 519 33 97

Working language: E

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT/SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Maitland STOBART, Deputy Director, Directorate of Education, Culture and Sport

Tel: 33 88 41 26 05

Fax: 33 88 41 27 88/27 50

Ms Alison CARDWELL, Administrator, Directorate of Education, Culture and Sport

Tel: 33 88 41 26 17

Fax: 33 88 41 27 88/27 50

Ms Ruth GOODWIN, Principal Administrative Assistant, Directorate of Education, Culture and Sport

Tel: 33 88 41 34 96

Fax: 33 88 41 27 88/27 50

Ms Sally PATON, Secretary, Directorate of Education, Culture and Sport

Tel: 33 88 41 26 06

Fax: 33 88 41 27 88/27 50

Interpreters

Mr Vladimír OLEXA, Domazlicka 373, CZ - PRAGUE-RICANY 25101, Czech Republic

Tel/Fax: 42 2 04 32 13

Mme Milena KINGHAMOVA, Petrohradská 34, CZ - PRAGUE 10 VRSOVICE, Czech Republic

Tel 42 2 72 48 407 / 42 2 72 01 30